

février 1996 • n° 399

**IMPREGOR**

**Mexique :**  
**L'espoir s'organise**

**Palestine :**  
**Les premières élections**

**Italie :**  
**Crise du régime**  
**et mobilisations sociales**

# SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| <b>PALESTINE</b><br>Les premières élections<br><i>Salah Jaber</i>  | 3  |
| <b>ALGERIE</b><br>L'armée, la crise et les partis<br><i>Samira Fellah</i>  | 6  |
| <b>ETATS-UNIS</b><br>Du Gang au Black Power et du Black Power à la coalition Arc-en-ciel<br><i>Patrick Silberstein</i> | 7  |
| <b>MEXIQUE</b><br>L'espoir s'organise<br><i>Sergio Rodriguez Lascano</i>   | 23 |
| <b>BRESIL</b><br>Les perspectives du Parti des travailleurs dans la nouvelle étape<br><i>Joaquim Soriano</i>           | 26 |
| <b>FMI, BM, OMC : çA SUFFIT</b>  | 28 |
| <b>POLOGNE</b><br>« Solidarnosc » 15 ans après<br><i>Jan Malewski</i>  | 29 |
| <b>LIVRES DU MOIS</b>  | 35 |
| <b>FRANCE</b><br>Un forum contre le chômage<br><i>Michel Buisson</i>   | 36 |



14<sup>e</sup> Congrès  
mondial de la  
Quatrième  
Internationale.  
Numéro  
spécial (hors  
abonnement)

supplément à Inprecor n°389  
Disponible à la librairie la  
Brèche, 9 rue de Tunis, 75011,  
Paris. Tel: 43 67 63 57.  
Prix : 50FF ; 15FS ;  
300FB.

## Dossier: Italie

|  |    |
|--|----|
| L'accouchement laborieux de la deuxième république<br><i>Livio Maitan</i>            | 11 |
| Un contexte difficile pour le mouvement ouvrier italien<br><i>Franco Turigliatto</i> | 14 |
| Slai-Cobas<br>Document   | 17 |
| Solution rhénane ?<br><i>Gianni Rigacci</i>  | 19 |
| Texte pour la conférence<br>programmatische du PRC<br>Document                       | 19 |



### ABONNEMENT (11 numéros par an)

|                                |                       |                    |
|--------------------------------|-----------------------|--------------------|
| France - DOM-TOM - Europe      | 190 FF pour six mois. | 360 FF pour un an. |
| Afrique du Nord - Moyen-Orient | 200 FF pour six mois. | 380 FF pour un an. |
| Afrique - Amériques - Asie     | 240 FF pour six mois. | 460 FF pour un an. |
| Pli fermé France - Europe      | 250 FF pour six mois. | 500 FF pour un an. |

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

|  |                          |                 |                          |
|--|--------------------------|-----------------|--------------------------|
| Abonnement                                   | <input type="checkbox"/> | Réabonnement    | <input type="checkbox"/> |
| Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois) | <input type="checkbox"/> |                 | <input type="checkbox"/> |
| Institutions (600 FF, 1 AN)                  | <input type="checkbox"/> |                 | <input type="checkbox"/> |
| « Lecteurs solidaires »                      | <input type="checkbox"/> | (150FF, 6 mois) | <input type="checkbox"/> |
| « Découvrir INPRECOR » *                     | <input type="checkbox"/> | (75 FF, 3 mois) | <input type="checkbox"/> |

\*(Réservé aux nouveaux abonnés)

Nom -Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

# Palestine

## Les premières élections

*Les élections organisées dans la bande de Gaza et en Cisjordanie se sont achevées, le 20 janvier, sans surprise majeure. La victoire de Yasser Arafat, annoncée longtemps à l'avance, a pris couleur de plébiscite — telle qu'il l'avait conçue. Les organisations de l'opposition nationaliste islamique et laïque, qui avaient choisi de boycotter passivement les élections, ne pouvaient être surprises de l'ampleur d'une participation au scrutin que le vaste mouvement d'inscription sur les listes électorales laissait clairement présager. Elles n'en sont pas moins perdantes d'avoir avalisé un état de choses par lequel elles laissent à l'Autorité bureaucratique et collaboratrice de Yasser Arafat le monopole de la représentation « légitime » des Palestiniens.*

*Par Salah Jaber*

CE N'EST CERTES PAS LA PREMIÈRE FOIS dans l'histoire qu'une direction pourrie se voit plébiscitée, sans avoir besoin de recourir au bourrage des urnes. Mais on a affaire en l'espèce à une direction, dont les observateurs les mieux intentionnés sont unanimes à dénoncer le caractère autocratique et répressif, le népotisme et la corruption ; une direction qui, de surcroît, s'est transformée en instrument policier, par procuration, d'une occupation israélienne qui se maintient, avec ses colonies de peuplement, sur la majeure partie des territoires palestiniens envahis en 1967, tandis que près d'un habitant sur mille de ces mêmes territoires croupissent encore dans ses prisons. Qu'une telle direction puisse, dans ces conditions, être néanmoins plébiscitée par une population hier encore engagée dans une Intifada exemplaire, voilà qui mérite bien explication.

Certes, le processus électoral était entaché de beaucoup d'irrégularités et peu conforme aux canons de la démocratie parlementaire. L'ensemble de l'opposition, y compris l'opposition institutionnelle représentée par une partie des candidatures dites indépendantes, c'est-à-dire non investies par l'Autorité palestinienne (dont plusieurs militants de l'intérieur appartenant au Fatah de Yasser Arafat et élus par leurs camarades, mais écartés par la direction au profit de notables ou de candidats plus dociles), a protesté en vain contre la brièveté sans précédent de la campagne électorale officielle. Le chef des observateurs délégués sur place par l'Union européenne a lui-même éprouvé le besoin d'émettre un « Ça suffit ! » retentissant, après quelques jours de présence. Mais personne ne pourrait soutenir que le résultat électoral a été substantiellement déformé par des pratiques frauduleuses.

Il y a fondamentalement deux explications au succès indéniable qu'a remporté Yasser Arafat, et elles ne relèvent pas d'une quelconque manipulation des bulletins de vote. La première réside dans la nature politique et sociale du soutien dont jouit le président de l'Autorité palestinienne aujourd'hui, dans les territoires que lui a confiés le gouvernement israélien. La seconde se rapporte à la nature de

l'opposition qui lui fait face, et à ses choix politiques.

Même s'il était confronté à une opposition irréprochable dans son attitude, le chef de l'OLP jouirait néanmoins de l'allégeance d'une fraction importante de la population des territoires palestiniens placés sous sa tutelle. Plusieurs facteurs concourent à lui assurer cette base sociale. Il y a, d'une part, un facteur historico-politique : le fait qu'Arafat a incarné, pendant des décennies, la personnification même de l'identité palestinienne, et qu'il a su entretenir cette image jusqu'à ce jour en mentant sur la nature des accords qui le lient à Israël et en cultivant une duplicité dans laquelle il est passé maître depuis bien longtemps.

AINSI, TANDIS QUE SES NOMBREUX et pléthoriques « services de sécurité » collaborent avec la puissance occupante dans la traque des militants intégristes déterminés à poursuivre leur combat contre l'occupation, Arafat est allé présenter ses condoléances au Hamas pour l'assassinat, sur le territoire « autonome » dont il a la charge, de Yehia Ayache, celui qui était considéré comme l'organisateur principal des attentats anti-israéliens de ces derniers mois. Quelques semaines auparavant, Arafat s'était rendu à Tel-Aviv en hélicoptère de l'armée israélienne pour présenter ses condoléances à la veuve d'Itzhak Rabin...

Par ailleurs, les élections apparaissaient au yeux de la masse des Palestiniens comme un acquis important et la confirmation d'une volonté d'indépendance. Même si peu d'entre eux se font véritablement des illusions sur la nature des événements en cours, ils ne voient pas d'autre alternative au processus actuel que le maintien de l'occupation dans les villes et villages dont elle s'est retirée. Et à tout prendre, le régime de la résidence surveillée auquel sont aujourd'hui soumis les Palestiniens est préférable, sans nul doute, à celui de l'incarcération collective qu'ils ont subi durant presque trente ans. Un fort sentiment de résignation règne dans cette partie du monde où la guerre du Golfe, il y a tout juste cinq ans, a inauguré si brutalement l'ère de la domination sans partage des Etats-Unis, et où la popula-

tion irakienne continue à être soumise à un blocus assasin, et la Libye à embargo, dans l'indifférence, sinon l'approbation, de l'opinion publique mondiale.

A CES RAISONS POLITIQUES, s'ajoute un facteur social de la plus haute importance dans la constitution de l'assise populaire du leadership de Yasser Arafat. En effet, facteurs matériels et facteurs politiques se sont toujours intimement combinés dans le façonnement de l'autorité de la direction de l'OLP. Le dosage de ces deux catégories a certes évolué avec le temps : le prestige de la direction étant aujourd'hui gravement atteint, les facteurs matériels n'en sont que plus importants dans la détermination de sa base sociale. Il se trouve que, pour la même raison, les moyens matériels dont elle dispose sont plus considérables : nous avons caractérisé l'OLP, depuis plus de vingt ans, comme « appareil d'Etat sans territoire », en renvoyant à cette analyse l'explication de son orientation vers l'obtention d'un territoire à n'importe quel prix. C'est aujourd'hui chose faite, et l'appareil d'Etat a trouvé son territoire, au prix d'une capitulation en bonne et due forme.

L'Etat croupion de Yasser Arafat, bien que ressemblant à une dictature d'opérette, n'en partage pas moins les attributs du pouvoir bureaucratique et policier qui caractérisent plusieurs Etats de la région arabe. A l'aune du ratio bureaucratie/population, l'Autorité palestinienne est particulièrement bien placée. Il y a quelques mois, le célèbre écrivain palestinien-américain, Edward Saïd, membre du Conseil national palestinien (CNP) de 1977 à 1991, estimait à 350 000 environ le nombre des personnes (employés et personnes à charge) qui dépendent matériellement des prébendes versés par le gouvernement Arafat dans les territoires palestiniens, pour une population totale de 2,2 millions. Comme il se doit, l'appareil policier de la dictature est tout à fait hypertrophié : il s'achemine allègrement vers les 2 % de la population. A ces chiffres, s'ajoute la nébuleuse des informateurs, courtiers et commissionnaires en tous genres, et autres spéculateurs, qui constituent les parasites traditionnels d'un tel « lumpen-Etat ».

Par ailleurs, malgré l'effet perturbateur de l'afflux des réfugiés de 1948, des années d'occupation et d'Intifada, la société palestinienne des territoires de 1967 n'échappe pas au lot des sociétés traditionnelles similaires de la région. Comme au Sud-Liban et en Jordanie, régions dont le tissu social est comparable à celui de la Palestine — elles faisaient toutes trois partie d'une même continuité socio-géographique avant que les partitions successives n'érigent des barrières entre elles —, la Cisjordanie et Gaza, de même que les îlots palestiniens maintenus au sein de l'Etat d'Israël, subissent encore le poids de structures d'autorité d'origine tribale ou féodale, auxquelles s'ajoute le traditionalisme religieux. L'organisation Fatah dirigée par Yasser Arafat et hégémonique dans l'OLP, loin de vouloir bousculer ces structures et traditions, s'est appliquée à les investir de sa propre autorité et de ses moyens matériels, au point de les reproduire en son sein. On ne saurait donc s'étonner de constater que le système électoral choisi par Yasser Arafat, avec la bénédiction de

ses parrains israéliens (les moindres détails du système électoral de l'Autorité palestinienne sont soumis à l'approbation du gouvernement sioniste, en vertu des accords de 1993), se conforme aux modèles libanais et jordanien d'adaptation aux structures traditionnelles plutôt qu'au modèle israélien de la proportionnelle intégrale, infiniment plus démocratique et modernisateur. C'est ce qu'a relevé le très perspicace correspondant du *Monde* en Israël, Patrice Claude, un des meilleurs observateurs du processus en cours : « M. Arafat, qui a préféré découper les petits territoires où vivent ses compatriotes en seize circonscriptions distinctes plutôt que d'adopter, comme en Israël, un système proportionnel simple sur une seule circonscription — ce qui aurait largement réduit le phénomène clanique et permis aux petits partis de se faire une place au Conseil législatif —, M. Arafat a fait alliance avec les grandes familles et pris le risque de réveiller les vieux démons de son peuple. » (*Le Monde* du 17 janvier 1996).

Tous ces facteurs réunis expliquent dans une large mesure le succès du chef de l'OLP. Mais ils auraient pu être bousculés, peut-être pas au point

de le mettre en minorité au sein d'un système qu'il s'est lui-même taillé sur mesure, mais certainement assez pour contester la légitimité populaire dont, plus que jamais à présent, il se revendique. Le fait que, dans une société aussi traditionaliste, la seule candidate dont Yasser Arafat ait toléré qu'elle se présente contre lui à la présidence (les autres tentatives ont été dissuadées par intimidation, en paroles et en actes) — parce qu'il savait qu'elle ne lui ferait pas ombre et pourrait constituer un bon faire-valoir démocratique, et qui plus est « féministe » (alors que sur plus de 700 candidats au Conseil de l'Autonomie, il n'y avait que 28 femmes !) —, le fait

que Samiha Khalil, critique loyaliste des accords israélo-palestiniens, obtienne près d'une voix sur dix face au *raïs*, est un exploit en soi.

Nous ne disposons pas encore d'une analyse détaillée des résultats électoraux, mais la victoire retentissante de quelques figures de l'opposition à Arafat — telle que celle à Gaza du Dr Haïdar Abdel Chafi, ex-président de la délégation palestinienne aux négociations de paix israélo-arabes et critique acerbe des accords qu'Arafat a conclu dans son dos avec le gouvernement sioniste — témoigne de l'existence d'un fort potentiel d'expression contestataire au niveau du scrutin, resté largement inutilisé faute de candidats crédibles. Une candidature du même Dr Abdel Chafi à la présidence aurait pu constituer une menace sérieuse à Yasser Arafat, l'amenant à recourir aux méthodes frauduleuses qu'il n'a pas jugées nécessaires cette fois-ci. Elle aurait cependant exigé du candidat un extraordinaire courage moral et physique, trop pour un seul homme sans appui déclaré de l'ensemble de l'opposition nationaliste.

Or celle-ci, aussi bien ses fractions de gauche que ses intégristes, a choisi de s'enfermer dans une position d'abstention passive. Quelques-uns de ses membres, en infraction à la position officielle de leur formation et parfois avec son



approbation tacite, ont choisi de jouer le jeu et ont réussi à se faire élire, confirmant la leçon des candidatures indépendantes. Mais les directions des forces d'opposition, sans d'ailleurs toujours être suivies par leur base militante et certainement pas par leur base sympathisante, se sont cantonnées dans le refus stérile de défier Yasser Arafat sur le terrain électoral, alors même qu'il était évident que l'aspiration de la population à voter était irrésistible (c'est pourquoi l'opposition ne s'est pas aventurée à prôner activement le boycottage).

**LES INTÉGRISTES ISLAMIQUES** du Hamas ont opté pour l'abstention après de longues hésitations, accompagnées de tractations à l'initiative de Yasser Arafat pour un partage des sièges à l'amiable (et à son avantage, bien entendu). Le maximalisme islamo-nationaliste du Hamas s'accommoderait mal d'une participation à la légitimation, fût-elle oppositionnelle, des structures d'une Autorité palestinienne honnie. Etant incapables de formuler des objectifs réalistes, partant des faits accomplis au niveau du processus prévu par les accords de Washington pour mieux subvertir celui-ci dans le sens d'un refus d'avaliser l'occupation israélienne maintenue et d'une réaffirmation des droits nationaux de l'ensemble du peuple palestinien, diaspora comprise, les intégristes ont préféré se replier sur leur intransigeance qui, tant qu'elle se traduit par des actes réels de défi à l'occupation et à ses colons, reste payante au niveau des sympathies populaires.

Ils n'en veulent pour démonstration que ce fait éloquent, relevé avec appréhension par les médias mondiaux : le plus large rassemblement de masse qu'ait jamais connu la bande de Gaza — bien plus imposant que celui qui avait accueilli Yasser Arafat lors de son premier retour en Palestine ! —, fut celui des obsèques de Yehia Ayache, l'ingénieur des attentats à la bombe du Hamas. En somme, les chefs intégristes ont choisi, pour le moment, de préférer le fusil aux urnes, par incapacité politique de combiner les deux. Même si la participation aux élections a semblé leur apporter un désaveu, il n'est pas sûr que leur option soit perdante à long terme. Ils tablent sur une désaffection rapide de la population à l'égard d'un Conseil encore plus croupion que l'Autorité dont il relève, une fois passée la joie de voter « librement » pour la première fois.

En effet, la nouvelle assemblée aurait pu être appelée Conseil consultatif, tant ses pouvoirs réels sont limités. Le système politique conçu par Yasser Arafat, sous la supervision de ses parrains israéliens, reflète bien la réalité de l'Autorité palestinienne, et justifie les nombreuses comparaisons dépréciatives dont il a été l'objet : Vichy, Bantoustan, etc. Les pouvoirs de l'Autorité elle-même s'arrêtent aux limites très étroites et contraignantes du protectorat israélien dont elle dépend. Quant au Conseil, le champ des questions dont il a le droit de traiter est encore plus limité. Ses réunions dépendent du bon vouloir du président, qui le convoque ; celui-ci est libre de rejeter les propositions adoptées par le Conseil, auquel cas elles restent lettre morte.

Il y a donc fort à parier que la désaffection des masses palestiniennes pour l'assemblée qu'elles viennent d'élire ne tardera pas à se manifester, de même qu'elles ont vite déchanté au contact de l'Autorité « réellement existante ». Restera alors la formidable frustration d'avoir perdu la dignité de population résistante pour le statut de population de Bantoustan. La place équivalente à celle de l'ANC est donc à reprendre parmi les Palestiniens, après la capitulation de l'OLP, et c'est sur cela que table le Hamas, tout en restant incapable de formuler un programme démocratique comme celui de l'organisation sud-africaine.

L'opposition de gauche, quant à elle, est perdante sur tous les registres. Après des années d'adaptation à la direction Arafat au sein de l'OLP, elle ne saurait revenir à la version

laïque du maximalisme nationaliste des intégristes, qui avait été l'apanage du FPLP (Front populaire pour la libération de la Palestine, dirigé par Georges Habache) dans les années 70. Par ailleurs, son réseau militant à l'intérieur des territoires de 1967 ne semble plus être en mesure, pour des raisons à la fois objectives et subjectives, de mener à nouveau une lutte armée contre l'occupation sioniste. En panne de renouvellement, tout en subissant une hémorragie continue, ce réseau est bien connu par les services de sécurité de Yasser Arafat, collaborateurs des services israéliens. Il est, en outre, profondément démoralisé, pris en sandwich entre la faillite de sa longue histoire d'adaptation à la direction droitière de l'OLP et la stérilité de sa nouvelle ligne d'adaptation aux intégristes, toujours au nom de l'unité nationale.

Cette gauche a été secoué par un vif débat avant les élections, entre une aile opportuniste prônant la participation, dans une optique de conciliation avec l'Autorité de Yasser Arafat, et une aile nationaliste soutenue par la direction en exil, prônant le boycott dans une optique tactique similaire à celle des intégristes, mais avec l'efficacité stratégique en moins. Coincée entre ces deux fractions, seule une petite minorité de gauche prônait la participation dans une optique de contestation révolutionnaire des accords de Washington et du pouvoir palestinien qui en est l'émanation. Elle n'a malheureusement pas été entendue. La gauche s'est ainsi privée d'une occasion en or de faire campagne sur la dénonciation de l'occupation et de la domination israéliennes, ainsi que de la capitulation et de la dictature palestiniennes. Elle s'est aussi coupée d'une assemblée qui, s'il est vrai qu'elle n'a aucune efficacité réelle quant au cours des événements, n'en reste pas moins une tribune idéale d'agitation politique, d'où il aurait été beaucoup plus aisé de mettre l'Autorité palestinienne « au pied du mur ».

**AUJOURD'HUI, YASSER ARAFAT** est tenu d'exécuter l'étape suivante de son contrat avec le gouvernement sioniste : la répudiation de l'héritage politique nationaliste de l'OLP, symbolisé par sa Charte. A cette fin, le président palestinien doit réunir le CNP, seul habilité à altérer cette Charte. De même qu'Israël a fait une entorse à son principe de non-retour des Palestiniens de la diaspora, en acceptant le retour de Yasser Arafat et de ses policiers et bureaucrates afin d'asseoir leur domination sur la population des territoires de 1967, Shimon Pérès, « magnanime », a donné son feu vert pour l'entrée en territoire « autonome » (la contradiction entre ce terme et le fait que ce soit Pérès qui délivre les visas est flagrante !) de tous les membres du CNP — c'est-à-dire des opposants à Arafat, puisque pour les autres le problème est déjà réglé.

Le chef de l'OLP avait besoin de ce feu vert pour réunir le CNP en territoire sous contrôle israélien, et partant rejeter le blâme de la non-participation sur les opposants eux-mêmes (il avait déjà eu recours à cette manœuvre grossière en réunissant le CNP à Amman, en 1984, quand il s'était allié au roi de Jordanie, responsable du massacre des Palestiniens en 1970). La position de Georges Habache, natif de Haïfa, exilé en 1948, déclarant qu'il ne se rendrait dans les territoires de 1967 que lorsque l'ensemble des Palestiniens de l'exil auront le droit de s'y rendre, est à cet égard tout à fait honorable. Contrairement aux élections populaires qui viennent d'être organisées en Cisjordanie et à Gaza, il ne sert à rien de prêter de la représentativité à un CNP dont la composition même est contrôlée par Yasser Arafat, et dont la réunion n'aura pour fonction, programmée à l'avance, que de parachever la transformation de l'OLP en appendice diplomatique de l'Autorité de collaboration avec l'Etat sioniste.



# Algérie

## L'armée, la crise et les partis

Par Samira Fellah.

ON SE SOUVIENDRA QUE L'ARMÉE a pris tout son temps pour désigner son dauphin aux élections présidentielles alors que le général Zeroual, placé par ses pairs à la tête du pays en 1994, semblait tout désigné. A un mois des élections fixées au 16 novembre 1995, les candidats n'étaient pas encore connus. Puis, la situation s'accélère : les élections données pour intenables, sont menées tambour battant, le paysage électoral ayant été épuré par le conseil constitutionnel et les conditions réunies au prix d'une extraordinaire mobilisation militaire et médiatique. Et Zeroual est élu, dès le premier tour, à la majorité.

On se souviendra de la surprise générale face au vote massif de la population algérienne, donnée pour passive et résignée. Réactions et analyses se croisent pour tenter d'expliquer ce phénomène, ainsi que le plébiscite de Zeroual. Les uns y voient simple truquage et bourrage des urnes, les autres, adhésion au programme présidentiel.

Ils ont tort : les Algériens, pris en étau entre la violence de l'armée, la chape de plomb pesant sur la vie quotidienne et la barbarie des groupes armés, ont visiblement voté pour le représentant de la force, la seule capable, virtuellement, d'arrêter ce cycle infernal, y compris avec sa part de responsabilité, selon une conviction bien implantée dans l'opinion publique. En effet, les rumeurs ont toujours prêté un rôle important à des éléments des services, agissant pour pourrir la situation et la presse met de nombreux assassinats à leur compte.

Par ailleurs, ces élections changent fondamentalement la donne islamiste. Le Front islamique du salut (FIS) s'est fait discréditer par les groupes armés qu'il ne pouvait condamner jusque là puisqu'il leur devait d'exister comme protagoniste des échanges politiques. Le succès du parti Hamas offre à Zeroual, un partenaire islamiste plus modéré, dit-on. Ajoutons : plus dangereux aussi car son implantation est réelle et son sens du compromis tactique lui donne les chances de devenir le parti le plus important du pays. Il a,

certes, profité de voix partisans du FIS mais au moment où beaucoup sont convaincus que la violence des groupes armés a mené à l'impasse, le projet de M.Nahnah a des chances de convaincre.

Dans sa lettre ouverte au peuple algérien, celui-ci affirme son intention de construire « un État algérien moderne, dans le cadre des principes de l'armée ».

### LES LEÇONS DES ÉLECTIONS

Les résultats définitifs officiels proclamés par le conseil constitutionnel donnent 7.088.618 voix à Zeroual, soit 61,35 % des suffrages exprimés suivi de Nahnah avec 2.971.974 voix ou 25,39 %. Alors que l'implantation du parti Hamas est nationale, les votes pour le camp dit démocratique sont strictement régionaux, Saadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) ayant été plébiscité dans les deux wilayas kabyles de Tizi-Ouzou et de Béjaïa.

Le président élu mettra un mois à remanier le gouvernement pour placer à sa tête, son ancien porte-parole, Ouyahia. A la proposition faite aux candidats d'y prendre leur place, le RCD refuse, le PRA et HAMAS héritent de porte-feuilles modestes, les petites et moyennes entreprises, la pêche et les affaires religieuses sont confiées à un transfuge du FIS, connu pour avoir été le conseiller de Ghazali, ancien chef du gouvernement, organisateur des précédentes élections législatives. Le chef de l'État n'est décidément pas ingrat, il sait renvoyer l'ascenseur. Ceux qui l'ont aidé à jouer au démocrate et à gagner une légitimité inattendue sont récompensés. Avis est lancé aux amateurs.

modestes, les petites et moyennes entreprises, la pêche et les affaires religieuses sont confiées à un transfuge du FIS, connu pour avoir été le conseiller de Ghazali, ancien chef du gouvernement, organisateur des précédentes élections législatives. Le chef de l'État n'est décidément pas ingrat, il sait renvoyer l'ascenseur. Ceux qui l'ont aidé à jouer au démocrate et à gagner une légitimité inattendue sont récompensés. Avis est lancé aux amateurs.

modestes, les petites et moyennes entreprises, la pêche et les affaires religieuses sont confiées à un transfuge du FIS, connu pour avoir été le conseiller de Ghazali, ancien chef du gouvernement, organisateur des précédentes élections législatives. Le chef de l'État n'est décidément pas ingrat, il sait renvoyer l'ascenseur. Ceux qui l'ont aidé à jouer au démocrate et à gagner une légitimité inattendue sont récompensés. Avis est lancé aux amateurs.

**CEUX-LÀ L'ONT BIEN COMPRIS** si l'on en croit la soudaine effervescence au sein de la scène politique. Rédha Malek, candidat écarté des présidentielles, partisan de

### Nombre de Wilaya par classement par candidat

| Rang     | 1 <sup>er</sup> 2 <sup>e</sup> | 3 <sup>e</sup> 4 <sup>e</sup> |
|----------|--------------------------------|-------------------------------|
| Zeroual  | 471                            | 00                            |
| Nahnah   | 05                             | 30                            |
| Sadi     | 21                             | 1232                          |
| Boukrouh | 00                             | 3216                          |



l'éradication, auteur de la phrase « *la peur doit changer de camp* » revient à la charge. Il déclare le peuple algérien éradicateur et considère que le vote en faveur de S.Saadi ne reflète pas le potentiel démocratique, autre façon de se proposer comme candidat du camp démocratique.

S. Saadi, lui même, multiplie les contacts et les appels du pied. Reprenant le sigle lancé par Boudiaf, avant sa mort, du RPN, il s'associe à Tahhadi, issu du courant stalinien que l'autocritique a jeté dans le camp du libéralisme.

On l'aura compris, cette frénésie soudaine traduit l'impatience de structurer l'électorat kabyle, arraché au Front des forces socialistes (FFS), affaibli par l'absence de son leader charismatique, Ait Ahmed, et de l'alliance décidée, dans le cadre du contrat de Rome, avec le FIS et le Front de libération nationale (FLN).

Mais justement, on parle du retour du Zaïm (dirigeant) car le FFS prépare son congrès. Le FLN, également, sur le même fond de crise. A.Mehri dénonce les « putschistes » désignant par là le groupe mené par M.Hamrouche, ancien chef de gouvernement lui aussi.

**LES FEMMES DE CES MULTIPLES COURANTS**, plus ou moins liés au sérail, réclament leur part Les différentes initiatives, lettre ouverte adressée au président le 8 janvier, lettre de L. Aslaoui et de Benahbyles, toutes deux ministres après le coup d'État de 1992, font valoir « leur bonne conduite » au rendez-vous du 16 novembre.

On ne peut toutefois se contenter de regretter cette animation parce qu'elle est le fruit d'appareils, d'hommes et de femmes, à l'affût d'une parcelle de pouvoir. Elle réintroduit de fait le débat et le pluralisme. On ne peut que se féliciter de voir l'ambition des femmes servir d'une revendication radicale, à savoir l'abrogation du code de la famille, datant de 1984. Du côté syndical, plus les manœuvres d'appareils se multiplient et plus elles sèment la grogne chez les travailleurs. Le secrétaire général Benhamouda, enfermé dans son soutien à la campagne du président, a de plus en plus de mal à convaincre de son engagement. A la rencontre de Béchar, il s'est déclaré prêt à la lutte jusqu'à satisfaction des

revendications du mois de juin, prêt y compris à la grève générale. Il promet de geler ses contacts avec le gouvernement mais à peine rentré à Alger, il rencontre un chef de gouvernement qui se montre intransigent et qui se réclame du programme présidentiel, ce qui est la stricte vérité, par ailleurs.

Plusieurs grèves sont annoncées, notamment chez les cheminots et l'idée d'une confédération syndicale nouvelle fait son chemin.

**MORALE DE L'HISTOIRE** : Zeroual ne peut pas toujours concilier le cinéma démocratique et l'exercice de l'autoritarisme nécessaire à ses engagements auprès du FMI. Il a beau museler la presse, réprimer toutes les velléités de résistance, écraser les masses par les effets de l'inflation, il est contraint de concéder quelques toutes petites ouvertures qui pourraient se transformer en brèches. Le soutien au travail modeste mené par la poignée de révolutionnaires qui n'ont déserté ni le pays ni le camp des masses opprimées est plus que jamais nécessaire si l'on ne veut pas que l'islamisme continue de représenter l'alternative radicale à un régime corrompu.



## *Lecteurs solidaires*

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité. Nous comptons sur votre aide.



# Etats-Unis

## *Du Gang au Black Power et du Black Power à la coalition Arc-en-ciel*

*Au beau milieu de la rébellion de Los Angeles (avril 1992), les murs avaient parlé pour délivrer un message de toute première importance : « Crips et Bloods, ensemble pour toujours ! ». Les gangs de la Cité des Anges s'étaient alors unis dans le but déclaré de défendre leurs communautés contre la répression. Certains observateurs clairvoyants, comme Mike Davis, allaient encore plus loin dans la description du rôle des gangmembers : « Si l'émeute a eu une base sociale large, ce fut la participation des gangs — du moins leur coopération — qui lui a donné sa force vive et sa direction » (Mike Davis, « L'incendie des illusions », L'autre Amérique n°8-9).*

*Par Patrick Silberstein*

*(membre du comité de rédaction de la revue L'autre Amérique)*

C'EST DANS UNE MOSQUÉE D'INGLEWOOD (Los Angeles), le 5 mai 1992, que les chefs des deux principaux gangs de Los Angeles décidaient l'instauration d'une trêve permanente. Au lendemain de la première rébellion démocratique-révolutionnaire inter-ethnique de l'histoire des États-Unis et avec les bons offices des Muslims, Crips et Bloods décidaient de façon « incroyablement responsables » de ranger leurs calibres et de mettre fin à leurs affrontements meurtriers. « Si nous ne mettons pas fin à la guerre précisément à ce moment et si nous ne nous unissons pas en tant qu'hommes noirs, alors nous n'arrêtons jamais cette tuerie ». Fait significatif, aux couleurs respectives des gangs, se mêlaient les T-shirts frappés du X de Malcolm tandis que sur les murs ruinés de South Central, slogans et tags offraient la paix en échange de la justice, louaient feu le Black Panther Party et clamaient « J 1 : nous brûlons tout ! J 2 : nous reconstruisons ! ».

Unis par la trêve, les gangs rendaient alors public un programme alternatif qui s'articulait autour de quelques questions essentielles : reconstruction des quartiers dévastés ; transformation des écoles et des programmes d'éducation, création d'emplois socialement utiles, mise en place d'un contrôle communautaire sur le développement économique. Intitulé « Donnez-nous les marteaux et les clous et

nous reconstruirons la ville », ce plan était, selon Alexander Cockburn (*The Nation*, 1<sup>er</sup> juin 1992) qui le comparait avec celui des autorités californienne et fédérale, « le seul qui parte de la réalité et des aspirations des gens de South Central (...) et qui soit cohérent avec les intérêts communautaires ».

### LE PROGRAMME DES GANGS

Il n'est sans doute pas inutile de donner quelques éléments de ce plan pour en montrer la dynamique transitoire intrinsèque. Envisageant diverses mesures de rénovation urbaine, les rédacteurs proposaient que la ville laissât les habitants « s'organiser pour réorganiser leur cadre de vie » et qu'elle achète les propriétés détruites et construise des centres communautaires. Conscients de l'état de pénurie et d'abandon des quartiers concernés, ils demandaient que la ville institue des tours de « nettoyage du voisinage » et s'appuyaient sur la mobilisation et la solidarité en demandant que les « résidents soient responsables de leur blocks ». Dans le processus envisagé, les gangs s'attribuaient évidemment un rôle politique : « Notre organisation aidera la ville à identifier les zones concernées ». Le plan envisageait aussi des mesures pour permettre aux

habitants du ghetto de sortir de l'assistanat en proposant la création d'emplois socialement utiles : « Les programmes d'assistance doivent être remplacés par la création d'emplois dans la fonction publique et dans la production manufacturière qui puisse répondre à certains des besoins de la ville. (...) Des prêts bancaires seront accordés par les autorités (...) à des entrepreneurs appartenant aux minorités qui souhaiteraient développer des entreprises dans les zones économiquement sinistrées. Les entreprises devront embaucher 90 % de leur personnel au sein de leur communauté ». En contrepartie, les gangs s'engageaient à mettre en œuvre tous leurs moyens pour mettre fin au trafic de drogue et pour que l'argent issu du trafic soit investi pour la communauté.

Les revendications politiques se sont bien entendu centrées sur l'arrêt de la criminalisation de la jeunesse et sur la construction du contrôle communautaire sur la police au travers d'une proposition d'élection d'un *Civilian Police Review Board*, qui stipulait que « La police soit assurée par des personnes vivant dans la communauté et que les officiers de police devaient résider depuis 10 ans dans la communauté où ils servent ». Les *ex-gangmembers* devaient aussi disposer de la possibilité de se reconvertir et devenir « compagnon patrouilleur pour aider à la protection de leur voisinage ».

Louis Farrakhan, le dirigeant des Black Muslims, était certainement un des rares dirigeants nationaux que la plupart des membres des Crips et des Bloods semblaient prendre déjà à l'époque sérieusement en considération. Son influence — de même que celle, d'une certaine manière contradictoire, de certains secteurs de la gauche noire — est aussi certaine sur la rédaction de ce plan qu'elle l'est dans l'établissement de la paix. L'objectif d'« autodétermination économique noire » et la référence à la « renaissance » d'un capitalisme noir sur les cendres des entreprises coréennes a largement inspiré ce programme et le sommet d'Inglewood. Deux lectures peuvent en effet être faites de ce plan alternatif dont les secteurs les plus politisés et les plus radicalisés ont pu s'emparer pour développer leur propre vision. En effet, à partir du programme des gangs, une discussion s'est engagée entre de nombreux mouvements et associations sur le contrôle de la communauté sur le processus de reconstruction. Ce débat a donné naissance à un consensus entre ces forces autour l'idée de « zone coopérative » comprise comme alternative à la solution gouvernementale de « zone d'entreprise ». L'idée était avant tout de repousser la priorité donnée par le gouvernement à la reconstruction des entreprises. La proposition centrale, cependant peu précise encore, demandait la mise en place d'un projet de travaux d'intérêts publics offrant des emplois aux résidents, sur la base des salaires fixés par les syndicats.

## UN SOMMET NATIONAL DES GANGS

Quelques mois plus tard, un sommet national des gangs « pour la paix urbaine et la justice » s'est tenu à Kansas City (Kansas). Réuni à l'initiative de Barrios Unidos (Quartiers unis : organisation d'entraide et de développement communautaire de Santa Cruz, Californie) et de la Coalition nationale pour la paix urbaine et la justice, le sommet a rassemblé dans une église baptiste des représentants de quelques-uns des plus importants gangs du nord et du sud (*Black Disciples*, *Black Souls*, *Bloods*, *Crips*, *Cobras*, *Gangster Disciples*, *Latin Kings*, *El Rukhyns*, *Stone and Conservative Vice Lords*...), des dirigeants religieux et des militants des communautés latino, afro-américaine et amérindienne. Selon John Brown Childs

(Revue *Z Magazine*, Boston), cette rencontre ne fut possible que par « la mise en branle d'un vaste éventail d'infrastructures trans-communautaires locales, mises en place par les efforts conjoints de nombreux militants dans les barrios, les ghettos et les prisons de ce pays. (...) Les participants, ajoute-t-il, ont voulu traverser la ligne de démarcation entre gangs, entre ethnies, entre races pour s'associer à un objectif commun : la paix dans les rues ». Ce qui est certain, c'est que selon la majorité des observateurs, sans la participation active de ce qu'on appelle parfois les « nations urbaines », ce sommet n'aurait eu aucun sens. A l'issue de la réunion, Fred Williams qui avait précédemment contribué à l'établissement de la paix entre Bloods et Crips à Los Angeles faisait la remarque suivante : « Ce pays n'a jamais vu de jeunes afro-américains et hispaniques affirmer ensemble comme principe qu'ils sont décidés à ne plus se tirer dessus mais que les destins des uns et des autres étaient intimement liés ».

## GHETTOS, GANGS ET AUTODÉFENSE SOCIALE

Pour comprendre cette réalité complexe, contradictoire et inachevée, nous avons besoin, comme le dit Dolores Trevizo (Dolores Trevizo, « Class, Rage and Race », *Against The Current*, n°39, Detroit), non seulement d'observer « l'interaction entre race et classe, mais de comprendre aussi que ces deux questions sont en même temps relativement autonomes ». Il faut évidemment aussi tenir compte, pour aborder la réalité sociale de la Californie des années 80, de l'atomisation extrême de la classe ouvrière et du rejet de centaines de milliers de personnes, notamment des jeunes, dans les profondeurs de l'*underclass*.

Le ghetto est naturellement sécrété par le type d'oppression raciale et d'exploitation de classe que le capitalisme américain a mis en place au cours de son histoire. Le ghetto n'est pas seulement un quartier désolé, abandonné de tout et de tous mais c'est aussi une enclave économique-sociale qui entretient peu ou pas de relations économiques avec le reste du monde et d'où État et organismes économiques se sont retirés. Le ghetto a donc sécrété une micro-société refermée sur elle-même, un « monde à part », qui se dote de ses codes, de ses rites, de sa culture, de son langage, de son économie de subsistance, de ses réseaux de solidarité. Il nous faut prendre en compte une donnée fondamentale : le gang est une forme d'organisation sociale caractéristique des communautés urbaines pauvres des États-Unis, et ce depuis l'aube de l'industrialisation de ce pays. Presque toutes les minorités ethniques d'émigration y ont connu leurs gangs propres. Littérature et cinéma en témoignent. Le gang est donc l'organisation type d'une communauté minoritaire privée et exclue du minimum qui se dote pour survivre d'un mode de fonctionnement dont les règles s'appliquent sur un territoire circonscrit. Il y aurait 100 gangs différents dans le seul district scolaire de Belmont High et 7 000 adolescents de ce district vont à l'école buissonnière permanente. D'après certaines sources, près de la moitié des jeunes noirs de Los Angeles âgés de moins de 25 ans seraient de près ou de loin intégrés à un gang. On parle de 150 000 *gangmembers*. Pour Chapour Haghghat (*L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale*, Presses universitaires de France), « le

gang représente un ordre social alternatif qui émerge de la pauvreté et se maintient tant que celle-ci persiste. C'est une réponse de la communauté face au rejet dont elle est l'objet ». Il est vrai aussi que l'irruption de l'économie de la drogue a quelque peu modifié les caractéristiques premières des gangs puisque s'y insérer, c'est aussi accéder rapidement à l'argent facile. La guerre des gangs n'a d'ailleurs pas d'autre explication que l'affrontement pour le contrôle et l'extension de territoires économiques. Mais malgré l'évolution due à la drogue, le gang reste l'enfant de la communauté du ghetto, enfant dont les frasques irritent mais qui rend divers services (financiers, protection) et qui est toujours susceptible de rentrer au bercail pour, enfant prodigue, faire des prodiges politiques dont on ne le soupçonnerait pas capable.

**OUTIL COLLECTIF, LE GANG EST** à la fois instrument du combat contre le système et organisation qui permet, dans une certaine mesure, de s'insérer dans ce même système. Le gang oscille en permanence entre ces deux pôles. C'est sa nature intrinsèque et ce sont les explosions raciales et sociales (Watts en 1965, Los Angeles en 1992) qui font pencher le balancier. Quand le peuple du ghetto se met en marche, alors les gangs se laissent gagner par le désir d'unité, d'autodétermination, de gestion de la communauté. La conscience politique progresse alors à marche forcée et le désir d'intégration s'articule avec une radicalisation politique et le « retour à l'idée de pouvoir noir » réapparaît. Le caractère contradictoire du mouvement apparaît ici puisque la marche de Washington et l'irruption de Louis Farrakhan sur le devant de la scène n'a pas d'autre sens que celui-ci. La conscience qui s'esquisse n'a pas encore trouvé d'expression politique satisfaisante et utilise à défaut les médiations qui se présentent. C'est sans aucun doute dans les luttes à venir que les processus de clarification, de différenciation s'opéreront. Cité par Chapour Haghghat, James Garret (professeur de science politique à l'université de San Francisco et lui-même ex-gangmember) abonde dans ce sens : « Il y a donc à la fois le désir d'améliorer la condition des Noirs et la notion que la seule façon de survivre dans la société capitaliste est d'être égoïste. Ajoutez la drogue à tout cela et alors, malgré tout ce que dit votre conscience, vous vous demandez surtout comment survivre au jour le jour ».

L'émeute de Watts en 1965 a eu comme résultat 5 années de paix entre les gangs et la création du Black Panther Party. Il est permis de penser que le balancier qui va du gang à l'émergence de forces politiques penche de nouveau un peu plus aujourd'hui du côté de l'organisation.

Le processus de construction de coalitions entre les différentes communautés d'une part et d'autre part entre ces communautés et les mouvements sociaux est une des tâches qui éclaire la piste des nouveaux pionniers du mouvement progressiste nord-américain. Voilà pourquoi, nombreux sont ceux et celles qui, à gauche en Amérique, cherchent à explorer la réalité complexe des gangs, comprendre leur mutation lente et contradictoire, mutation brutalement accélérée par un mouvement insurrectionnel qui a mis en mouvement plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Il n'est pas anodin de découvrir que dans les conditions sociales concrètes des États-Unis, certaines formes organisées, a priori non politique, pouvaient, en l'absence d'une force politique et d'un mouvement d'ensemble ayant un

## Découvrez L'autre Amérique

Qui d'entre nous n'a pas combattu le talon de fer aux côtés des Chevaliers du Travail, musardé avec Jack London le long des voies ferrées, croisé Lee Gordon dans sa croisade contre les préjugés raciaux, serré la main de John Reed, cueilli les raisins de la colère avec Cesar Chavez et fredonné avec Woodie Guthrie et Pete Seeghers ?

Qui d'entre nous n'a pas combattu l'arbitraire patronal avec Norma Rae, ne s'est pas jeté corps et âme dans la grève à Minneapolis, à Flint ou aux côtés des mineurs virginienins insurgés ? Qui d'entre nous n'a pas serré le poing avec Fist, aimé Blue Collar, patrouillé dans les ghettos avec les Panthers en armes, observé le parcours de Malcolm Little, défié la garde nationale à Berkeley ou manifesté en uniforme sur la base sud-vietnamienne de Dah Nang ?

Nous sommes loin ici de Coca-Reagan, de Disney-McDonald et d'ITT-CIA. Plus exactement, nous sommes de l'autre côté ! Si le cauchemar américain n'a pas de secret pour nous, cette Amérique de la contestation ne semble exister pour nous que dans le cinéma et la littérature. Et pourtant !

Au fil des pages de L'autre Amérique, la découverte de la gauche de l'Amérique vaut le voyage. Elle donne à nos rêves et à nos combats rien moins que des pistes pour redéfinir un projet de transformations sociales, les contours et les formes d'une nouvelle alliance progressiste.

Cette autre Amérique nous interpelle fortement. D'autant qu'elle puise son inspiration à la source des souffrances, des résistances et des luttes sociales.

### L'autre Amérique

Abonnement 5 n° : 100F

Éditions Syllepse, 42 rue d'Avron, 75020 Paris

projet et une stratégie, avoir une nature *sui generis* et se transformer au point de s'ériger en structures d'autodéfense sociale capables d'élaborer un plan de reconstruction sous contrôle communautaire, objectivement alternatif à celui des forces dominantes. Il n'est pas anodin non plus de constater en retour que cette dynamique hors norme enrichit considérablement la problématique d'une gauche qui cherche son renouveau.



# L'accouchement laborieux de la deuxième république

Alors que nous écrivons, la crise gouvernementale bat son plein et personne ne saurait dire s'il y aura un compromis permettant d'envisager des réformes constitutionnelles et électorales à adopter dans les prochains mois et donc de remettre les élections législatives ou si ce compromis s'avèrera impossible et les élections auront lieu à court terme (ce serait la troisième fois en l'espace de quatre ans). Ce fait même est révélateur du trait fondamental de la situation italienne, c'est-à-dire d'une instabilité qui se prolonge et qui ne sera pas surmontée quelle que soit l'issue de la crise actuelle et même en cas d'éventuelles élections.

Livo Maitan

NOUS NE REVENONS pas sur les aspects économiques de la crise de la société italienne ni sur la dynamique sociale et les mouvements de lutte : d'autres articles publiés dans ce même numéro abordent ces problèmes. Ce sont les aspects politico-institutionnels que nous allons aborder (1)

En schématisant un peu, on peut partir d'une simple constatation : tous les pouvoirs classiques d'une démocratie bourgeoise - législatif, exécutif et judiciaire - sont déchirés par des contradictions et des conflits de plus en plus graves. Si pendant une certaine période, dans le contexte de paralysie parlementaire et de faiblesse et précarité gouvernementales, le pouvoir judiciaire avait pu jouer un rôle central dans le démantèlement de l'ancien régime, il est désormais bouleversé à son tour par des conflits sans précédent. Antonio Di Pietro, le héros des enquêtes contre Craxi et d'autres dignitaires de la Première république, est lui-même traîné dans la boue après avoir démissionné de la magistrature. En d'autres termes, une sortie de la crise de régime ne se dessine pour l'instant sur aucun terrain et le vide laissé par la disparition du parti hégémonique pendant 40 ans, la Démocratie chrétienne (DC) et de son principal allié, le Parti socialiste (PS), est loin d'être comblé sous quelque forme que ce soit.

Rappelons quel était l'espoir nourri par les vainqueurs du référendum qui avait amené à la suppression du système électoral proportionnel : il sera désormais possible de simplifier le cadre politique, les électeurs pourront

choisir entre deux coalitions, sinon deux partis, clairement opposés et on verra nettement après le scrutin qui va gouverner et qui sera dans l'opposition — nous expliquait-on à l'aide d'analogies le plus souvent arbitraires avec la situation d'autres « grandes démocraties occidentales ».

Ce n'était que du *whisful thinking*. Comme l'on sait, trois pôles (en gros, droite, gauche et centre) - et non deux - se sont formés pour les élections de mars 1994, mais aucun d'entre eux n'avait une réelle homogénéité politique. Le pôle de droite, sorti vainqueur de justesse (majoritaire à la Chambre des députés mais minoritaire au Sénat) se divisait à la suite du départ de la Ligue du Nord moins d'un an plus tard, ce qui provoquait la chute du gouvernement Berlusconi. La coalition de gauche s'avérait éphémère dans la mesure où ses principales composantes, le Parti démocratique de la gauche (PDS) et le Parti de refondation communiste (PRC), adoptaient au lendemain même des élections des orientations tout à fait divergentes sur tous les problèmes les plus importants. Le centre, représenté essentiellement par le Parti populaire italien (PPI), héritier de l'ancienne DC, enregistrait, pour sa part, une scission, une partie (Buttiglione) rejoignant le pôle de droite et l'autre (Bianco) le centre-gauche. Détail assez éloquent : à l'occasion de la dernière crise gouvernementale, le président de la République a dû consulter une vingtaine de groupes parlementaires ! A l'heure actuelle, la situation apparaît encore plus

embrouillée : des polémiques de plus en plus âpres n'ont cessé de se développer au sein des regroupements opposés et personne ne saurait exclure de nouveaux retournements spectaculaires et de nouvelles ruptures. En fait, aussi bien entre les deux pôles qu'en leur sein, des idées et des attitudes très différentes se manifestent sur toute une série de questions, allant des réformes constitutionnelles, du système électoral et des garanties démocratiques à assurer pendant une campagne électorale, aux mesures envisageables sur le terrain social et à la révision éventuelle du Traité de Maastricht.

**LE PROBLEME LE PLUS** épineux est sans doute celui de la réforme constitutionnelle. En principe, il y aurait deux chemins pour atteindre ce but : celui d'une Assemblée constituante et celui d'une révision selon les normes prévues par la Constitution elle-même. Mais, étant donné le rapport de forces existant, ni l'un ni l'autre n'est facile à parcourir. C'est pourquoi on projette des solutions intermédiaires en s'efforçant de réaliser un compromis, notamment entre le PDS et Forza Italia (FI), la formation politique de Berlusconi. Les partisans d'un régime présidentiel, dont les anciens fascistes de l'Alliance nationale (AN), relancent leur offensive. Toutefois, puisque cette solution n'a pas beaucoup de chances d'être adoptée à l'heure actuelle, certains d'entre eux,

1) Pour les analyses sur la situation italienne voir, entre autres, *Inprecor* n. 368, avril 1993, n. 379, avril 1994, n. 38, juin 1994).



de même que d'autres politiciens de droite ou du centre — dont l'ancien démocrate chrétien Mario Segni, promoteur du référendum contre la proportionnelle — se replient sur cette véritable trouvaille qu'est l'élection directe du Premier ministre. Celle-ci pourrait se faire à deux tours, comme on fait désormais pour l'élection des maires. En ce qui concerne l'élection du Parlement, qui pourrait être éventuellement composé d'une seule chambre, la question se pose de savoir si on veut maintenir un quota à la proportionnelle (25% selon la loi en vigueur) ou généraliser le scrutin uninominal, éventuellement à deux tours.

**AU DELÀ DES FORMULES**, parfois franchement fantaisistes, le but est clair : il s'agit toujours de réduire au minimum l'éventail de forces politiques représentées au niveau institutionnel dans la perspective d'instaurer un « gouvernement fort », voire un régime tendanciellement autoritaire. Toujours est-il que, comme nous venons de l'indiquer, il existe des idées très différentes sur la définition d'un tel projet et des obstacles majeurs s'opposent à sa réalisation. Cela est d'autant plus vrai que les divisions ne concernent pas que les forces politiques : la classe dominante elle-même apparaît le plus souvent hésitante, voire carrément divisée sur le chemin à prendre. Rappelons qu'aux élections de mars 1994 il y avait eu des candidats liés plus ou moins directement à l'organisation patronale, Confindustria, dans les trois pôles en présence, qu'un soutien au gouvernement Berlusconi avait été envi-

sagé par la suite et que finalement l'action du gouvernement Dini n'avait été soutenue qu'avec beaucoup de réserves. Si les élections législatives devaient avoir lieu à court terme, il est fort probable qu'une partie assez importante du patronat soutiendrait la droite, mais d'autres miseraient sur la coalition dite « l'Olivier », dirigée par Romano Prodi, un ancien manager démocrate-chrétien du secteur industriel public, dont le PDS est la force de loin la plus importante et à laquelle appartiennent aussi les anciens démocrates chrétiens favorables au centre-gauche.

Pour en revenir aux forces politiques, des divergences ont surgi au sein non seulement des deux pôles opposés, mais aussi de la plupart des partis ou regroupements. Berlusconi n'a pas réussi à structurer réellement F I, qui reste pour l'essentiel un regroupement électoral et parlementaire. En perte de vitesse depuis un certain temps, il a essayé de se relancer par un tournant partiel et sans doute temporaire : après avoir fait campagne pour des élections législatives à une échéance rapprochée, il a voulu gagner du temps en proposant au PDS un compromis sur les réformes constitutionnelles dont la portée n'est pas encore claire au moment nous écrivons. Ce tournant n'a pas fait plaisir à certains de ses alliés, en premier lieu au président de AN, Gianfranco Fini, qui est allé jusqu'à le menacer d'une rupture au cas où le compromis avec le PDS se réaliserait ; en revanche, il a été salué par la plupart des anciens démocrates-chrétiens. De l'autre côté de la barricade, « l'Olivier » connaît une crise assez grave, une partie de ses composantes n'acceptant pas les manœuvres désinvoltes du secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, et Romano Prodi lui-même n'étant pas favorable à remettre indéfiniment l'échéance électorale. Par ailleurs, il existe un désarroi croissant dans les rangs du PDS lui-même : en fait, tout au long de la dernière année, sa direction s'est déplacée de plus en plus vers le centre en estompant l'identité même du parti, sans réussir pour autant à éviter la chute du gouvernement Dini, dont le PDS était le principal soutien, et à faire valoir ses orientations en matière de loi électorale ni de garanties démocratiques face au pouvoir médiatique du trust berlusconien.

Ajoutons, pour compléter le tableau, que depuis un certain temps, sous les auspices du président de la République, des manœuvres ont été entamées dans le but de reconstruire un centre, susceptible de regrouper des forces appartenant actuellement

aux deux pôles. Une variante d'une telle opération consisterait à tenter de mettre ensemble des formations mineures pour faire le contrepoids au PDS au sein du centre-gauche.

Dans un tel contexte, le PRC est apparu de plus en plus comme la seule alternative de gauche. Depuis l'automne 1994, en rapport avec le mouvement de masses en défense du système des retraites menacé, il a opéré un tournant à gauche en refusant tout soutien au gouvernement Dini, en s'opposant presque seul à la contre-réforme sur les retraites acceptée par les confédérations syndicales et en relançant son orientation internationale d'opposition au Traité de Maastricht et à toutes les initiatives politiques et militaires des puissances impérialistes (entre autres, il a durement condamné l'intervention de l'OTAN dans l'ancienne Yougoslavie et voté contre l'envoi de contingents italiens en Bosnie). Dans le but de ne pas perdre, à cause de la loi électorale en vigueur, toute représentation électorale un tant soit peu importante, et surtout d'éviter une victoire de la droite qui accentuerait le danger d'une dérive autoritaire, il s'est prononcé pour un pacte de désistement avec « l'Olivier », mais il a exclu tout accord programmatique visant éventuellement à une collaboration gouvernementale.

**LE PRC EST CONSCIENT** des aspects dangereusement contradictoires de la situation actuelle en Italie. Il est vrai qu'il existe toujours un potentiel très important d'opposition sociale, donc des possibilités de reconstruire et de relancer des mouvements de masses. Mais cela ne se traduit pas par une prise de conscience au niveau politique : sur ce terrain, le désarroi ne cesse de croître et se multiplie les tendances à l'abandon de l'activité politique et à l'abstentionnisme électoral et les illusions que des personnages charismatiques puissent tirer les marrons du feu. Il est significatif que, même après toutes les mésaventures qui en ont confirmé l'indigence intellectuelle et l'inconsistance politique, le juge Di Pietro jouisse d'une cote très élevée dans les sondages. Il est aussi alarmant que la menace de la Ligue du Nord d'adopter un cours sécessionniste, si son projet fédéraliste n'est pas accepté, ait un écho favorable dans certaines régions du pays (2)

Il faut faire face, en dernière analyse, à deux dangers. L'un est que la situation actuelle se prolonge indéfiniment avec pour résultat que la

2) Selon des sondages, 27 % des personnes interrogées se sont prononcées pour une sécession éventuelle dans le Nord-est de l'Italie, zone relativement prospère du point de vue économique.

## Texte de l'opposition syndicale pour le Congrès de la CGIL

Le congrès national de la CGIL devrait avoir lieu dans les mois prochains. Les assemblées préparatoires commencent au mois de février 1996. L'opposition à la majorité confédérale, liée à l'expérience de « Essere sindacato » sous le nom de « Alternativa sindacale », propose un texte dont nous publions l'introduction. Les axes principaux du texte sont : réintroduction de l'échelle mobile des salaires, 35 heures de travail par semaine sans réduction de salaire, 32 heures pour le travail en continu, défense intransigeante de la sécurité sociale et des droits des travailleurs. « Alternativa sindacale » propose une mobilisation européenne à l'occasion du Premier mai.

Un modèle économique et social qui annule les valeurs, abîme les territoires, accentue les déséquilibres entre le Nord et le Sud, est en train de s'affirmer dans notre pays. Dans le Midi, des générations entières sont exclues du travail alors que dans des régions du Nord prévaut un modèle de production sans règles ni droits. Au Sud on projette des formes d'intervention dangereuses, susceptibles d'être généralisées au niveaux du pays tout entier.

Lutter contre cet état de choses pour changer constitue l'objectif stratégique d'une bataille politico-sociale que nous proposons à tous les adhérents (de la CGIL). Les syndicats italiens et notamment la CGIL ont accepté cet état de choses en signant les accords du 31 juillet 1992 et du 23 juillet 1993 sur l'abolition de l'échelle mobile et la politique des revenus de même que l'accord sur les retraites (en 1995), ils ont accepté les compatibilités économiques en se soumettant au cadre politique existant. Ces accords et notamment celui sur les retraites ont été contestés par les travailleurs et les adhérents aux syndicats. Les dirigeants et militants qui partagent cette attitude au sein de la CGIL proposent un texte pour le XIII<sup>e</sup> congrès dans le but d'assurer une continuité aux batailles politiques menées auparavant.

Le congrès doit maintenant faire le bilan de la ligne stratégique et revendicative appliquée au cours des dernières années. Nous proposons une ligne alternative de changement radical.

L'accord sur la politique des revenus n'a pas garanti la défense des salaires : il a usé l'autonomie contractuelle du syndicat. L'accord sur les retraites, rejeté à une très large échelle par les travailleurs et les retraités, s'est inspiré de la même logique en affaiblissant l'ensemble des droits et rendu plus vulnérable l'État-providence.

Notre pays traverse une grave crise démocratique et institutionnelle. Dans ce cadre, des processus de privatisation massifs ont eu lieu et des richesses et des pouvoirs énormes ont été concentrés entre les mains de peu de gens. Les conditions de vie de milliers de travailleurs et de retraités se sont détériorées. Il est donc nécessaire d'opérer un tournant programmatique et stratégique en rejetant les orientations revendicatives des dernières années, subordonnées aux impératifs du modèle économique et social existant, qui affaiblissent, divisent et déchirent le mouvement des travailleurs.

Il est nécessaire de reconstruire un mouvement de lutte, une forte initiative généralisée et unitaire visant à réajuster salaires et rétributions et réintroduire un mécanisme d'échelle mobile. Il faut définir une plate-forme qui soulève la question des heures de travail dans la perspective d'une réduction généralisée. Il faut défendre l'État-providence et relancer une sécurité sociale publique adéquate.

Il faut poser le problème d'un modèle de développement différent et équilibré. Le travail manuel, subordonné et exécutif a subi une marginalisation sociale et matérielle, sa valorisation doit inspirer toute action contractuelle future.

Une qualité du développement différente, une fonction publique autonome et efficiente, un État-providence renouvelé et un système fiscal équitable doivent se baser sur un réseau de pouvoirs, de contrôle et de participation démocratique impliquant une relance des autonomies locales et du régionalisme.

Voilà les points essentiels pour recomposer le mouvement des masses, opérer un tournant, relancer la CGIL comme grand acteur social du changement. C'est sur cette proposition que nous demandons l'accord des adhérents pour restituer à la CGIL une dimension conflictuelle et lutte de classes, confédérale et démocratique.

contre-réforme sociale et politique déjà entamée par le gouvernement Dini, appuyé par les « pouvoirs forts » et le président de la République lui-même, se poursuive et que s'instaure à froid un bonapartisme technocratique rampant.

L'autre est qu'AN, qui dispose d'un enracinement social, d'un réseau organisationnel assez large et d'un leader aux capacités politiques

incontestables, exploite la prolongation de la crise en apparaissant comme la seule alternative au régime existant, la seule force capable d'aborder les problèmes sociaux qui se posent.

C'est donc sur les deux terrains, social et politique, que le PRC doit agir en même temps en se présentant comme le seul parti qui lutte de façon conséquente pour des revendications



démocratiques - dont le recours aux élections dans le plus bref délai permettant au peuple de se prononcer sur toutes les questions débattues - et pour un projet de transformations sociales radicales. Dans ce but, il est nécessaire qu'il développe sa réflexion programmatique à partir de la conférence nationale prévue pour fin mars (voir autre article à ce sujet). Mais en même temps il devra se transformer profondément pour devenir un parti capable non seulement d'organiser de temps en temps des grandes manifestations, mais surtout d'établir des liens vivants et suivis avec les masses, dans les entreprises, les transports, la fonction publique aussi bien que dans les quartiers. Il lui faudra également former des cadres qui rompent résolument avec des conceptions et des comportements bureaucratiques qui ont trop marqué l'histoire du mouvement ouvrier en contribuant ainsi à ses défaites majeures.



# Un contexte difficile pour le mouvement ouvrier italien

*Des difficultés, des incertitudes, des divisions, des luttes fragmentées et parfois isolées : voilà la situation du mouvement ouvrier italien, un an après les luttes de masse extraordinaires qui avaient permis le renversement du gouvernement Berlusconi-Fini.*

*Franco Turigliatto*

EN AUTOMNE DE L'ANNÉE 1994, le projet gouvernemental d'une contre-réforme radicale du système de sécurité sociale, conquête historique de la classe ouvrière en 1968, s'était heurté à une résistance vigoureuse, issue spontanément des grandes entreprises de la métallurgie mais qui avait assez rapidement entraîné toute la classe ouvrière et les travailleurs de la fonction publique en mobilisant dans les rues des millions de personnes. En effet les travailleurs et les travailleuses avaient été rejoints par des chômeurs, des étudiants et des jeunes. Face à un gouvernement qui remettait en cause leur rôle de médiation et de concertation sociale, les trois confédérations syndicales (Confédération générale italienne du travail (CGIL), Confédération italienne des syndicats libres (CISL) et Union italienne du travail (UIL)), qui pourtant pendant une longue période étaient disposées à accepter une détérioration du système de retraite, s'étaient efforcées de récupérer le mouvement, de le généraliser et de le coordonner. Après avoir retrouvé une certaine crédibilité sur la base de cette initiative, les bureaucraties syndicales avaient imposé un accord de compromis avec le gouvernement en renonçant, en même temps, à une grève générale qui aurait, fort probablement, entraîné le renversement de Berlusconi. Le compromis n'a rien résolu

dans la mesure où il a remis à juin 1995 la redéfinition d'une nouvelle législation sur la question. Berlusconi, usé par la lutte de masse, devait quand même céder sa place à son ancien ministre des Finances, le banquier Dini, soutenu par une coalition parlementaire hétérogène incluant des forces de centre gauche dont le pilier est le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-PC) dirigé par D'Alema, la Ligue du Nord, de même que sur le terrain social, les organisations patronales et les appareils syndicaux. C'est justement avec l'appui des syndicats et du PDS que le gouvernement Dini pouvait mener à bien le projet patronal : ce qui avait été chassé par la porte rentrait par la fenêtre.

En effet, le gouvernement, en accord avec les trois confédérations syndicales, proposa un projet de lois sur les retraites qui n'était pas très différent de celui proposé par Berlusconi. Ce projet avait été approuvé par le parlement à la veille des vacances malgré une opposition très dure de la part des travailleurs et du Parti de la refondation communiste (PRC)

Il s'agit d'une très lourde défaite qui s'ajoute à d'autres essuyées au cours des dernières années et qui ont eu un effet profond sur l'état d'esprit et la conscience des travailleurs. Une série de mécanismes de division et de fragmentation de la classe ouvrière et des travailleurs opèrent désor-

mais constamment : il ne s'agit pas que de pertes en termes de salaires, aussi importantes soient-elles, mais également d'instruments de division qui agissent de façon permanente et qui auront des effets très négatifs dans l'avenir.

## LA NÉGOCIATION POUR LES SALAIRES

Les salaires ont subi une détérioration très grave. En juillet 1992 les dirigeants syndicaux ont signé un accord mettant fin à l'échelle mobile des salaires. L'année suivante, ils se sont engagés avec le gouvernement et le patronat à limiter les revendications salariales catégorielles dans le cadre de l'inflation fixée annuellement par le gouvernement. En ce qui concerne les augmentations éventuelles au niveau des entreprises, elles auraient dues être rigoureusement liées aux augmentations de productivité, à la qualité et surtout au bilan des entreprises.

Il s'agissait d'accords suicidaires qui mettaient fin à l'indépendance des organisations syndicales en entravant toute action revendicative adéquate. Aujourd'hui, le résultat de ces accords, que les travailleurs avaient violemment critiqués, sont clairs pour tout le monde. En 1994, l'inflation programmé était de 3,5 %, l'inflation réelle a été de 3,9 % ; en

1995 ce fut pire : l'inflation anticipée était de 2,5 %, l'inflation réelle de 6 %. Les salaires ont donc diminué en l'espace de deux ans d'environ 4 %, ce qui impliquait une perte mensuelle moyenne de 130 000 liras.

Les travailleurs de la fonction publique ont été parmi les plus frappés parce qu'en plus de la réduction des salaires, ils ont subi le contrecoup de ce qu'on appelle la « privatisation des rapports de travail ». En ce qui concerne les conditions des salariés, il faut tenir compte aussi que les données précédentes se réfèrent aux salaires officiels et réguliers : il existe en effet, un secteur assez large de travail au noir qui concerne de nombreux travailleurs immigrés mais aussi des travailleurs italiens et qui exerce une pression supplémentaire dans le sens d'une réduction des salaires. Le résultat global est sans ambiguïté : entre 1992 et 1994 le revenu national a augmenté de 8,7 % (en lire courante), la masse salariale de 2,8 %, la masse de profit des employeurs de 14,8 % et se sont opérés des gains considérables de productivité qui placent l'Italie aux premiers rangs (4 travailleurs italiens produisent autant que 5 Japonais, développement des exportations des entreprises italiennes à cause de la dévaluation de la lire italienne). Ces phénomènes ont donc engendré une détérioration des conditions de vie des ouvriers et une augmentation considérable des profits des patrons.

Par ailleurs, la réduction des salaires pousse nécessairement aux heures supplémentaires : dans les entreprises de la métallurgie on travaille en moyenne 45 à 46 heures par semaines alors que selon les contrats on devrait travailler 40 heures et même moins. A tout cela s'ajoute une aggravation de l'exploitation du fait que les syndicats ne sont plus en mesure

d'exercer un contrôle sur l'organisation du travail et les cadences. C'est impressionnant de constater qu'en 1994, toute une série d'accidents de travail ont provoqué la mort de 1 200 personnes. Chez Fiat-Mirafiori à Turin par exemple on a enregistré au cours d'une année 2 400 accidents de travail. Toutefois, les défenseurs du marché peuvent être satisfaits : en l'espace de trois ans la productivité chez Fiat a augmenté de 27 %.

Dans de nombreux cas les bureaucrates syndicaux, sans qu'aucune contrainte technique ne l'impose, ont accepté que les patrons introduisent une période de travail additionnelle la nuit, le samedi et même le dimanche. On utilise assez souvent les petites équipes, c'est-à-dire des périodes de travail où on emploie le samedi et le dimanche des groupes de jeunes ouvriers en dehors des normes fixées par le contrat. A Melfi dans le nouvel établissement de Fiat dans la région de Basilicata, les syndicats ont même accepté un régime contractuel différent de celui qui existe dans d'autres établissements de Fiat

Ayant acceptée cette approche, il est de plus en plus difficile même pour la CGIL (les autres confédérations ont déjà accepté le point de vue patronal) de refuser la demande des capitalistes visant à réintroduire des grilles salariales différenciées selon les régions et/ou de généraliser les salaires de recrutement réduits, qui par ailleurs, existent déjà, dans une large mesure, sous forme de contrats de formation pour les jeunes.

### TROIS MILLIONS DE CHOMEURS

Du point de vue de l'emploi, la situation n'est pas moins inquiétante : il y a au moins trois millions de chômeurs, environ 12 % de la force de travail (plus de



20 % dans le Sud) ; parmi les jeunes le taux atteint même 40 %. D'autres processus de restructuration se développent et menacent l'emploi de dizaines de milliers de travailleurs. Alfa Romeo Arese dont Fiat est propriétaire, est déjà passé de 12 000 à 6 000 employés-travailleurs et risque la clôture définitive ; Olivetti est passé en l'espace de 5 à 6 ans d'environ 46 000 travailleurs à un peu plus de 26 000, chez Télécom (entreprise publique) une restructuration gigantesque met en péril 9 000 emplois. La sidérurgie, autrefois un bastion du secteur public qui a permis à l'Italie de devenir dans l'après-guerre l'une des principales puissances industrielles, a été restituée « aux barons » de l'acier et a subi un processus de réduction de l'emploi qui semble ne jamais devoir se terminer. Pour éviter des luttes de résistance dans certains secteurs de la fonction publique et du transport où les travailleurs disposent d'une force contractuelle plus grande, le gouvernement Dini, comme d'habitude en collaboration avec la bureaucratie syndicale, s'appête à introduire une nouvelle et plus dure législation antigrière.

### LUTTE PARTIELLE ET FRAGMENTÉE

Dans un tel contexte les mobilisations des travailleurs rencontrent de grandes difficultés. Toutefois, il existe de nombreux foyers de lutte.

En premier lieu il y a des mobilisations défensives dans le secteur industriel, notamment dans certaines entreprises



La Sardaigne à murs ouverts : « Une autre guerre, non merci »



durement frappées par la restructuration. Par exemple, il y a une lutte des travailleurs de l'entreprise sidérurgique d'Ilva à Tarante, qui a obtenu un premier succès partiel en entravant une réduction drastique de la production projetée par le nouveau propriétaire privé Lucchini.

Deuxième exemple, la longue bataille des travailleurs d'Alenia, une entreprise du secteur aéronautique et aérospatiale militaire avec une main d'œuvre très qualifiée dont des techniciens de très haute qualité. Cette entreprise du secteur public est en train d'être démantelée par l'État qui vise à la privatiser par morceaux. Jusqu'ici les travailleurs ont réussi à empêcher la réalisation de cette opération, notamment la clôture de l'atelier principal, celui de Turin (3 000 travailleurs), en exigeant par contre la reconversion de sa production civile.

La situation encore plus difficile chez Olivetti dont la restructuration comporterait une réduction de 5 000 emplois. Autre exemple : des luttes ont eu lieu à Italtel (Télécommunication) et encore une fois chez Alfa Romeo pour empêcher la fermeture de l'atelier d'Arese prévue dans les deux années à venir.

Toutes ces luttes sont isolées les unes des autres. Par exemple dans la grande région industrielle du Piémont, qui est frappée très fortement par des phénomènes de désindustrialisation, les organisations syndicales ont refusé jusqu'ici d'unifier les luttes ne fût-ce que sous forme d'une grève commune de tous les métallos. Elles vont jusqu'à théoriser les luttes séparées, le cas le plus scandaleux

est illustré par un texte du syndicat de la métallurgie FIM-CISL à Naples, qui a demandé à la direction d'Alenia d'être plus vigoureuse dans son projet de fermeture de l'atelier de Turin. Les cadres syndicaux lutte de classes n'ont pas réussi, eux non plus, à établir une coordination efficace pour leur action.

Une forte mobilisation a eu lieu dans le secteur des transports (aéroports, Alitalia, chemins de fer, transport urbain) où il existe des structures syndicales alternatives aux trois confédérations et où la lutte concerne parfois l'application de la contre-réforme sur les retraites. Finalement il y a une mobilisation des enseignants qui refusent un contrat qui les pénalise dans le cadre d'une logique néolibérale de réduction des dépenses pour l'éducation. Dans cette bataille sont engagés les étudiants qui luttent contre des coupures sur les dépenses pour l'école publique prévues par la loi budgétaire ainsi que contre des nouvelles normes sur l'autonomie scolaire allant dans le sens de la privatisation.

## TENTATIVES DE RECOMPOSITIONS SYNDICALES

Les critiques contre les confédérations syndicales ne cessent de se multiplier, mais elles n'ont pas abouti à la construction d'une véritable direction alternative. Les manifestations de masse organisées à plusieurs reprises — dont celle qui a eu lieu à Rome fin juin 1995 sous l'impulsion des secteurs syndicaux lutte de classes avec une participation très large — ne sont pas suffisantes pour résoudre ce problème. En effet, sur ce terrain également, il y a une très grande fermentation qui se combine à des faiblesses politiques.

Il existe depuis assez longtemps des organisations extérieures aux confédérations qui se sont données une véritable structure : par exemple certains Cobas (comité de base) de la fonction publique, les Représentations syndicales de base (Rappresentance sindacali di base, RDB) et la Fédération des travailleurs unitaires des métallurgistes (FLMU). Certaines d'entre elles ont un poids réel dans des entreprises et au sein de quelques secteurs, tout en n'ayant pas une force organisationnelle comparable à celle des organisations confédérales. Elles se placent en ligne générale dans une optique de syndicalisme alternatif avec des dérives sectaires, en refusant souvent de participer aux mobilisations de masse lancées par CGIL-CISL-UIL.

Le cas du Cobas-SLAI (Syndicat des travailleurs auto-organisés) est différent. Cette organisation qui a vu le jour chez

Alfa-Romeo d'Arese et de Pomigliano et qui aujourd'hui s'est développée considérablement, se veut un instrument transitoire dans un processus démocratique de construction d'un syndicat lutte de classe et adopte une politique unitaire en partant de revendications communes éventuelles et des mobilisations de masse.

Finalement en ce qui concerne la CGIL qui reste le plus fort syndicat italien et qui regroupe des secteurs importants de l'avant garde dans les entreprises, il faut indiquer que la tendance « Essere sindacato » (être syndicat), qui s'était formée en son sein, il y a quelques années au cours de la préparation de son dernier congrès, n'a pas été à la hauteur de cette tâche et n'a pas construit une direction alternative. Une partie importante de son groupe dirigeant s'est avérée subalterne à l'appareil confédéral et a rejoint de nouveau la majorité. En automne 1992, au moment des mobilisations qui ont eu lieu à l'époque, « Essere sindacato » n'a pas su assumer des responsabilités de direction du mouvement en brisant le cadre des appareils. Ce fut le début d'une impasse qui aura déterminé par la suite la crise de « Essere sindacato ». Toutefois, une nouvelle opposition est en train de s'organiser dans la CGIL : elle a présenté un document alternatif pour le prochain congrès confédéral et semble être plus consciente de la nécessité de présenter aux travailleurs une proposition alternative d'ensemble.

Ce qui est nécessaire en dernière analyse est la coordination effective d'une activité au niveau confédéral et d'une activité en dehors des confédérations de la part des cadres syndicaux qui se placent dans une optique lutte de classe. Dans ce but les militants syndicaux du PRC auront un rôle très important à jouer. Une conférence récente des travailleurs et des travailleuses du Parti a représenté un pas en avant dans cette direction. Mais des obstacles très sérieux subsistent et il faudra dans la prochaine période envisager d'autres rencontres et d'autres débats pour préciser l'orientation et la pratique des militants du parti.



# SLAI-COBAS

Le COBAS — Comité de base — d'Alfa Romeo Arese (près de Milan) s'est formé au mois de mars 1990 pour exiger l'élection de la Commission interne d'entreprise. Cette élection a eu lieu trois mois plus tard et, en dépit de toutes les entraves, les candidats du COBAS ont remporté un succès très important en brisant le monopole des bureaucraties syndicales. Aux élections pour les Représentations syndicales unitaires (RSU), en mai 1994, le COBAS obtiendra la majorité relative (44,20 % contre 42,66 à la CGIL, 6,85 % à la CISL et 6,29 % à la UIL).

En automne 1992, le Cobas avait apporté une contribution majeure à la fondation du Syndicat des travailleurs auto-organisés (SLAI-COBAS) qui s'est développé par la suite au niveau national. Par ailleurs, le COBAS Alfa a établi des rapports directs avec l'Armée zapatiste. L'histoire du COBAS et du SLAI est synthétisée dans *Dai COBAS al sindacato (Des COBAS au syndicat)*, livre publié par Data News, maison d'édition proche du Parti de la refondation communiste (PRC) et préfacé par Fausto Bertinotti. L'auteur du livre est Gigi Malabarba, ouvrier d'Alfa Romeo, l'un des dirigeants du COBAS, secrétaire du groupe d'entreprise du PRC et collaborateur du mensuel marxiste révolutionnaire *Bandiera Rossa*.

Nous publions ici des extraits de ce livre.

Document



## LE PROJET COBAS

C'est la prise de conscience, sur la base d'expériences quotidiennes, qu'il fallait faire face à un changement d'époque et à la nécessité de résister à la tentative de la direction de FIAT de balayer complètement l'avant-garde ouvrière interne, non domestiquée par les confédérations syndicales, qui pousse l'opposition syndicale chez Alfa Romeo à donner naissance au COBAS au printemps 1990. Cette force, composée de délégués et de travailleurs, s'organise avant tout pour exiger l'élection du conseil d'entreprise, qui depuis des années avait été remplacé par la nomination par en haut de représentants des confédérations. En effet, on avait besoin d'une organisation capable de gérer le conflit avec FIAT et de défendre la survie de l'entreprise.

Le nom qui a été utilisé faisait délibérément référence au seul précédent connu jusqu'alors, celui du mouvement de masse dans l'enseignement en 1986-

1987. Ce mouvement avait été le point d'orgue de la reconquête de l'autonomie politique et contractuelle de cette catégorie de travailleurs. La forme choisie était celle d'un mouvement luttant pour des objectifs de classe et pour l'auto-organisation des travailleurs et des travailleuses en se reliant à de nombreuses expériences du mouvement ouvrier italien, notamment celle des conseils de délégués élus sur un bulletin blanc par l'ensemble des salariés, tous électeurs et éligibles. On relançait en même temps le débat sur l'unité syndicale qui, depuis les années 70, avait été bloqué et mis de côté.

Ce projet n'impliquait aucune adaptation à une logique de défense d'intérêts particuliers d'entreprise ou de groupe industriel, mais visait à constituer un « jalon » du processus de reconstruction du syndicalisme-lutte de classe après la dérive de la CGIL qui ne pouvait que provoquer des différenciations inévitables. Dans la fonction



publique, les secteurs critiques du mouvement syndical revendiquaient le droit de participer aux négociations en tant qu'association de ceux qui ne voulaient pas se faire représenter par les trois confédérations — CGIL, CISL et UIL — alors que d'autres esquissaient une fuite en avant prétendument politique sous prétexte de dépasser le syndicat. Dans les entreprises, en revanche, s'affirmait l'idée qu'il était nécessaire de reconstruire une représentation unique pour les négociations, élue démocratiquement, justement pour contrecarrer la tendance de plus en plus évidente de faire prévaloir les pouvoirs de négociation séparée d'organisations particulières. Voilà ce qui était essentiel dans une auto-organisation qui refusait d'être purement auto-proclamatoire. (...)

## QUELQUES RÉFLEXIONS PROGRAMMATIQUES

1) Tout d'abord, le monde du travail salarié est sexué et toute analyse et toute revendication doit partir de la prise de conscience, une fois pour toutes, de cette vérité première : le féminisme doit être intégré dans tous les aspects de l'activité syndicale elle-même. Il faut repousser la logique consistant à dresser une liste de points programmatiques parmi lesquels on inclurait à un moment donné « l'objectif des femmes ».

Du point de vue de la méthode cela vaut aussi pour d'autres questions

dont, en premier lieu, celle de l'écologie. La contradiction homme-nature peut et doit être liée de plus en plus à la contradiction fondamentale entre capital et travail et être abordée dans une optique anticapitaliste, à condition qu'il existe un instrument organisé qui opère dans ce sens. Toute approche différente faisant abstraction des rapports de production ne pourrait que déboucher sur l'adoption d'idéologies néolibérales, comme c'est le cas aujourd'hui des confédérations syndicales (...)

2) La mondialisation de l'économie, qui pose de toute évidence de nouveaux problèmes, va à l'encontre de toute approche partant d'une défense des intérêts nationaux, ce qui reviendrait aujourd'hui à défendre les intérêts des entreprises contre les intérêts de ceux qui travaillent (...). On ne saurait adopter des formes de protectionnisme d'autant plus que les frontières entre les États n'ont plus un poids déterminant, comme le confirme le fait que des décisions cruciales sont prises de plus en plus au niveau du FMI et de la Banque Mondiale.

Le drapeau d'un syndicat lutte de classes doit être celui qui revendique, dans chaque pays et au niveau international, des conditions d'égalité dans la vente de la force de travail. Il ne s'agit plus d'œuvrer tout simplement pour la solidarité avec les secteurs surexploités de l'humanité, mais de créer les conditions pour défendre les intérêts du prolétariat des métropoles lui-même. Sinon, la « libre circulation des marchandises », en l'absence de toute contrainte sur les conditions de la production, brisera la résistance ouvrière même la plus opiniâtre (...).

3) Si le toyotisme pousse vers le syndicalisme d'entreprise (allant de pair avec la concertation à l'échelle générale), ce dont on doit se méfier, il ne faut pas pour autant sous-estimer le cadre représenté par le lieu de travail et les problèmes qui en découlent. C'est sur ce terrain que les conflits se produisent et que surgit le syndicat-lutte de classes (...). Il est important de valoriser des expériences de « guérilla » revendicative, qui pourraient apparaître de prime abord réductrices et économistes et qui, en fait, se sont avérées essentielles pour construire le consensus et pour s'organiser en exploitant toutes les marges et les contradictions aux différents niveaux contractuel, législatif et institutionnel (...).

L'entreprise reste le cœur des expériences de contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier, loin d'être dépassé à la suite des nouveautés dans le mode de production, peut être envisagé à une échelle plus ample, allant de l'intervention sur l'organisation du travail jusqu'au contrôle sur la production elle-même (...)

4) Un système de résistance et de garanties ne peut être effectivement poursuivi que sur le terrain plus général, dans une optique qu'il est sans doute préférable ne plus appeler « confédérale », dans la mesure où ce terme comporte des ambiguïtés, mais inter-catégorielle pour en souligner le caractère universel qui va au delà de tout lien particulier productif ou de services. Dans un tel cadre il faut inclure une défense primordiale pour la classe ouvrière, celle du salaire global, qui inclut aussi bien ce qu'on reçoit directement que le salaire différé (...)

5) Comme c'est le cas dans les pays de l'Est, il peut s'avérer difficile de rétablir par cette intervention publique un État-providence qui a été discrédité par les vols, les gaspillages et la gabegie bureaucratique. Face aux privatisations généralisées, et sans renoncer pour autant à défendre le système public de sécurité sociale, on pourrait envisager une relance des expériences mutualistes du mouvement ouvrier au début du siècle en matière de santé, de formation, de logements, etc., en donnant la priorité à une auto-organisation et autogestion ouvrière ne visant pas à obtenir des profits (...). La recomposition du bloc social antagoniste exige tout naturellement la reformulation d'un programme social et politique de transformation et d'alternative, un programme de transition, fondé sur des « objectifs de rupture » unifiant, que tous doivent contribuer à réaliser.



# Solution rhénane ?

*Sous la gestion de trois gouvernements successifs — Amato, Ciampi et Dini — l'Italie a connu des transformations assez profondes. Ces gouvernements dits techniques ont entamé sérieusement l'État-providence, annulé des conquêtes historiques des travailleurs, propulsé la privatisation d'entreprises parmi les plus importantes du secteur public et permis aux patrons de réaliser des profits juteux en exploitant une conjoncture économique favorable.*

*Par Gianni Rigacci  
décembre 1995*

**TOUTEFOIS, EN DÉVALUANT** très sensiblement la lire, ils ont provoqué la sortie de l'Italie du Système monétaire européen (SME) et déclenché une inflation double ou triple par rapport à celle des autres pays européens. Ils ont donc éloigné l'Italie de l'Europe. Ainsi des secteurs de la classe dominante ont-ils pris conscience que le parcours vers l'unité européenne devrait être rectifié et certains de ses porte-parole prônent une attitude plus prudente à l'égard de Maastricht (par exemple, l'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Berlusconi, Martino).

Le PDS est la force politique qui, par son appui décisif, a permis la survie des gouvernements dits « techniques » et qui peut donc se présenter légitimement comme candidat à mener à bien la construction de la « Deuxième république ». Il peut aussi se prévaloir du rôle joué dans la bataille sur les retraites, au cours de laquelle il s'était d'abord rallié au mouvement de masse et aux syndicats dans les mobilisations contre le projet Berlusconi, mais ensuite il avait défendu au Parlement le projet présenté par Dini et soutenu par les centrales syndicales, qui n'était pas très différent de celui de Berlusconi.

Il est par ailleurs, significatif que le patron de FIAT, Agnelli, et ses managers n'hésitent plus à cautionner le PDS en tant que force capable de poursuivre le nou-

veau cours politique. Avant les élections de mars 1994, Achille Occhetto, secrétaire du PDS à l'époque, s'était rendu à Londres pour convaincre les banquiers de la City de ses bonnes intentions; aujourd'hui son successeur, Massimo D'Alema, n'a plus besoin de faire un tel déplacement : sa politique représente en elle-même une caution qui peut rassurer des secteurs patronaux assez larges.

## PROBLEMES ÉCONOMIQUES MAJEURS

Quoiqu'il en soit, la restructuration du pouvoir économique reste la question la plus difficile à résoudre. La structure traditionnelle du capitalisme italien, axée sur un nombre limité de grandes familles, ne tient plus. En premier lieu, parce que les familles ne sont plus les mêmes, certaines ayant disparu, d'autres les ayant remplacées ; en deuxième lieu parce que l'équilibre entre les grandes familles et l'État, qui jusqu'à une période très récente contrôlait l'ensemble du système de crédit et une série de grandes entreprises-clé, a été brisé à la suite de la décision de l'État de mettre en vente toutes ses propriétés.

Il est important, d'autre part, de signaler les vives polémiques ayant comme cible Mediobanca. Mediobanca est une banque d'affaires, fondée à la fin de la guerre par Raffaele Mattioli, banquier antifasciste de génie, dans le but de repé-

rer les capitaux nécessaires à la relance de l'économie, de mettre ensemble toutes les grandes familles et d'essayer de trouver des solutions aux problèmes aigus qui se posaient à l'époque, bien entendu en tenant compte des intérêts de Mediobanca elle-même. La formule choisie pour mener à bien l'opération a été elle aussi géniale : la plupart des capitaux seraient alloués par les banques de l'État alors que, en vertu d'un pacte très strict, le contrôle en reviendrait aux grandes familles, chacune d'elles détenant un quota actionnaire assez modeste.

Au fil des années, ce salon chic de la bourgeoisie, pour utiliser la définition courante en Italie, s'est sensiblement rétréci : des dynasties se sont éteintes, les rejetons d'autres familles n'ont pas fait preuve du talent de leurs pères et certains se sont cassés le cou en voulant tout bouleverser. Le parvenu Silvio Berlusconi n'a pas voulu entrer dans le salon en estimant qu'il pourrait se débrouiller tout seul. Il y a des gens qui pensent que c'est justement cette impolitesse qui est à l'origine de ses malheurs politiques actuels.

En ce qui concerne l'intervention de l'État dans l'économie, elle avait déjà acquis des dimensions massives au cours des années 30. Elle s'est accentuée après la guerre en fonction d'une double exigence : celle déterminée par les besoins politiques de la Démocratie chrétienne et celle de surmonter l'arriération historique de



toute une partie du pays, l'arriération du capitalisme italien plus généralement. Aucun secteur privé n'aurait pu repérer les capitaux nécessaires dans ce but. Le développement d'un important secteur public correspondait donc à l'intérêt des capitalistes privés qui avaient besoin de se procurer des produits de base meilleur marché que leurs concurrents et de disposer d'infrastructures plus adéquates.

Tout cela appartient au passé. Aujourd'hui, Mediobanca estime pouvoir agir toute seule. Elle a acquis le contrôle des banques que l'État a mis en vente et qui jusqu'à hier la finançaient. Elle a lancé une opération pour la constitution d'un groupe industriel géant dont devraient faire partie des secteurs de la chimie, des journaux, des compagnies financières. Mais elle a dû pour l'instant s'arrêter à la suite de la découverte d'un très gros déficit chez une des sociétés intéressées. Toujours est-il que, malgré toutes les difficultés que Mediobanca rencontre actuellement, le capitalisme italien ne pourra se restructurer sans sa participation, d'autant plus que d'importants capitaux internationaux y sont impliqués.

Dans tous les cas de figure ce ne sera pas facile de trouver une solution. En principe, on pourrait mettre sur pied une Bourse qui fonctionne en multipliant le nombre des entreprises cotées, susceptibles d'attirer des tranches importantes de l'épargne. Entre autres, une telle Bourse serait un instrument idéal pour réaliser les privatisations projetées. Mais il y a peu de chances que l'opération réussisse aussi longtemps qu'une partie très consi-

dérable de l'épargne nationale est épongée par les bons du trésor émis pour le financement d'une énorme dette publique. En gros, ce financement absorbe chaque année 10 % du produit national brut (PNB). Sauf événements imprévisibles à l'heure actuelle, projeter une bourse de type américain qui fonctionne comme régulateur du système, est tout simplement un rêve.

### SOLUTION RHÉNANE?

Y aurait-il une autre solution ? Puisqu'en dernière analyse, il n'y a que deux « modèles », l'américain et le rhénan, la seule solution praticable ce serait d'adopter le deuxième. La guerre qui est en cours entre les principales banques prouve qu'il existe en Italie des partisans d'une telle solution. En fait, des fusions et des achats se succèdent tous les jours ou presque : c'est un processus de concentration qui amènera à une réduction drastique du nombre des banques et par conséquent à des restructurations avec des nombreuses suppressions d'emplois.

Il faut ajouter que, puisque l'interdiction aux banques de détenir des actions de différentes entreprises n'existe plus, les banques italiennes gèrent aujourd'hui des quantités importants d'actions qui correspondent en réalité à des crédits inexigibles de grandes entreprises en crise ou particulièrement endettées.

Dans un tel contexte et après une diminution de leur nombre, les banques pourront-elles jouer un rôle central dans un nouvel équilibre du système capitaliste italien ? Avec l'aide de l'État, probablement oui. Par ailleurs un tel choix va de pair avec le choix en faveur de l'Europe, même si cela n'exclut pas des critiques envers certaines des indications de Maastricht qui sont en train de provoquer des dégâts dans l'Europe toute entière.

### L'ÉTAT DE L'ÉCONOMIE ITALIENNE

De temps en temps la presse étrangère explique que l'Italie est en train de se précipiter dans l'abîme. Ensuite, elle découvre soudainement que ce beau pays s'est encore une fois rattrapé. En fait, l'économie italienne n'est pas dans une situation désastreuse, elle fait même preuve d'une certaine capacité d'adaptation dans la mesure où elle peut compter sur un grand nombre de petites et moyennes entreprises caractérisées par un très grand dynamisme. Personne ne saurait ignorer le rôle des grandes entreprises, mais, pour donner un exemple, le tissu économique du nord-est du pays, où il existe pratique-

ment le plein emploi, est constitué entièrement de petites et moyennes entreprises. Celles-ci exploitent, entre autres, le fait que chez elles il n'existe presque pas d'organisations syndicales : les mesures que certains attendent du parlement en matière de restriction à l'organisation des syndicats dans les boîtes, y sont déjà mises en pratique.

En 1995, l'augmentation du PNB a été de plus de 3 %, celle de la production industrielle d'environ 6 %. Seuls, des pays européens pour ainsi dire moins importants auront eu de meilleurs résultats. Quant aux profits, déjà en 1994 ils avaient atteint des niveaux très élevés au point que le gouverneur de la Banque d'Italie avait invité les capitalistes à investir au lieu de spéculer sur les devises. En effet, tout en n'étant plus des chiffonniers comme l'expliquait Gramsci, les capitalistes italiens ne se préoccupent pas excessivement de projets à long terme et préfèrent maximiser leurs profits en espérant que, le cas échéant, l'État volera à leur secours comme il l'a toujours fait dans le passé.

Quelques données éclairantes : les prix de gros ont augmenté de 11,8 %, ce qui est unique dans un pays industrialisé. Même situation en ce qui concerne les prix au détail : +5,8 %. Par contre, les salaires ont diminué (-1,6 %), ce qui représente la diminution la plus importante en Europe, bien que la même tendance se produise ailleurs. Les emplois ont diminué de 140 000.

Si on considère que la consommation des foyers a augmenté d'environ 1 % et les investissements de 5 % (ils ne représentent que le quart de la consommation globale), il est légitime d'en déduire que ce sont les exportations qui ont rendu possibles les résultats spectaculaires réalisés au cours des deux dernières années. En fait, du point de vue de la balance commerciale, l'Italie occupe la troisième place dans le monde, derrière le Japon et l'Allemagne.

### LA DÉVALUATION DE LA LIRE

Est-ce que ce résultat a été obtenu grâce à la dévaluation de la lire il y a trois ans ? On ne peut répondre que par l'affirmative. Une précision est toutefois nécessaire.

Depuis quelques années, à la suite de la libre circulation des capitaux et de l'ampleur énorme qu'elle a acquise à l'échelle mondiale, le rapport entre les devises est en partie indépendant de l'évolution de l'économie réelle. Néanmoins, il faut admettre qu'un pays, qui

souffre d'une inflation deux ou trois fois plus grande que celle des autres pays avec lesquels il réalise des échanges importants de marchandises, devra finalement soit dévaluer sa monnaie soit risquer de sortir du marché. En d'autres termes, la dévaluation susmentionnée a en partie contrebalancé le différentiel d'inflation de la période précédente et en partie anticipé un différentiel futur qui s'est effectivement produit. Par conséquent, à une échéance plus ou moins rapprochée, l'économie italienne devra aborder à nouveau le problème d'une monnaie surévaluée.

Par ailleurs, dès 1996 elle devra faire face à des problèmes sérieux étant donné que tout le monde s'attend à un ralentissement de la conjoncture mondiale. Si les exportations vont inévitablement diminuer, il faudra prendre de nouvelles

mesures d'austérité pour faire face au déficit budgétaire et si l'État-providence est frappé davantage, le moteur de l'économie italienne ne pourra que se gripper. Résultat : ceux qui seront au gouvernement devront faire face à un ralentissement économique et imposer de nouveaux sacrifices aux masses alors qu'un système de pouvoirs forts n'aura pas encore été construit.

Si on lit le programme présenté par Romano Prodi, candidat à la direction d'un gouvernement de centre-gauche et soutenu par le PDS, il y a de quoi être déconcerté. C'est dans une large mesure un ramassis de bons propos et de banalités. Ce n'est pas par ces moyens que l'Italie pourra aborder les problèmes qui se posent à l'heure de la mondialisation de l'économie !



# Texte pour la conférence programmatische du PRC

*Nous publions des extraits d'un texte qui est en train d'être débattu dans le PRC en vue d'une Conférence programmatique fixée pour fin mars 1996. En principe, cette conférence ne se conclura pas par un vote formel, la direction du parti estimant que le débat doit rester ouvert et s'étendre à d'autres sujets qui ne sont pas traités dans le projet actuel*

## Document

**POUR ABORDER** effectivement les problèmes du plein emploi il est essentiel d'avoir recours à deux leviers complémentaires et novateurs : une réduction systématique, substantielle et généralisée des heures de travail avec salaire égal et l'introduction, en tant que levier du développement et non comme phénomène marginal ou impliquant une nouvelle forme d'assistance, de travaux socialement utiles, de travaux non marchands, une idée-force permettant de satisfaire des besoins qui, sinon, ne seraient pas pris en

considération. Ces deux leviers exigent un rapport nouveau entre public et privé, donc entre État et marché. La recherche des ressources doit être déterminée par ces deux éléments, c'est-à-dire par les besoins de l'emploi(...).

La réduction des heures de travail est nécessaire. Mais est-elle praticable ? Oui. Donnons des chiffres : une réduction de 2,5 % des heures de travail annuelles dans les cinq prochaines années permettrait de créer en Europe 10 millions d'emplois : l'augmentation de

productivité en elle-même serait suffisante pour atteindre un tel objectif et même plus.

Par ailleurs, l'augmentation de la productivité aiderait également à aborder le problème de l'assainissement du déficit budgétaire. Notre opposition en matière de sécurité sociale, d'abord aux projets de Berlusconi et ensuite à la contre-réforme introduite par le gouvernement Dini, est inspirée par une seule considération fondamentale : ce n'est pas en réduisant la sécurité sociale qu'on peut diminuer la dette publique (...) En



réalité, le problème des retraites aussi devrait être posé par rapport au chômage, le chômage étant le problème principal. Si on réduit les dépenses pour la sécurité sociale en retardant l'âge de la retraite, il faudra augmenter les dépenses pour les indemnités de chômage (...)

Le mouvement ouvrier italien avait eu une intuition stratégique : au lieu de faire valoir l'âge en tant que tel, il fallait prendre en considération l'âge de travail, c'est-à-dire le nombre d'années pendant lesquelles on avait arraché le droit d'aller à la retraite après 35 années de travail. Une telle approche revient aujourd'hui dans des expériences qu'on envisage ailleurs en Europe (par exemple, en Suède). En effet, la réduction des heures de travail peut être réalisée sous différentes formes : à l'échelle de la journée, de la semaine, de l'année, de l'ensemble de la vie de travail. Une retraite basée sur les années du travail fourni équivaut, en pratique, à une réduction des heures de travail. La défense de cet acquis a été une grande occasion y compris dans la mesure où on aurait pu commencer à redistribuer sous cette forme, c'est-à-dire sous forme de réduction des heures de travail, une

partie de l'augmentation de productivité (...)

La formule « travailler moins, travailler tous » — au delà de ses aspects utopiques chez André Gorz — représente une réponse très concrète à un problème réel, la pénurie de travail dans des conditions où il ne cesse de définir la citoyenneté et ses droits. Il ne s'agit pas que d'une revendication syndicale : il s'agit d'une grande opération sociale. Si on se refuse à parcourir ce chemin, on se heurte à des contradictions insurmontables. Seule une réduction importante des heures de travail, qu'elle soit obtenue par contrat ou appliquée dans la pratique, permettra de mettre à l'ordre du jour, au delà de la lutte contre le chômage, les problèmes de la qualité de la vie, en partant d'une réorganisation du rapport entre vie et travail de même que d'une réorganisation du rapport entre les sexes qui vise à en réduire la contradiction en abandonnant des modèles patriarcaux et familiaux (...).

La problématique des travaux socialement utiles doit être abordée dans sa portée stratégique : c'est-à-dire non pas comme un élément marginal introduit dans le but de permettre d'utiliser à des travaux utiles, un certain nombre de travailleurs en chômage technique, mais comme une proposition ambitieuse, intrinsèquement liée à une idée nouvelle de développement, voire de civilisation. Il est possible d'aborder la question du maintien — maintien de la personne, de l'environnement, des cultures, des arts — comme l'un des éléments constitutifs possible d'un nouveau développement (...).

Tels sont les points pour l'élaboration d'un programme du PRC que nous voulons souligner : il ne s'agit que de points de départ. Notre approche doit être développée en fonction de nos objectifs immédiats et du mouvement de masses à construire. Entre une telle approche et notre campagne d'automne (visant à mettre sur pied des mouvements de masses), qui met l'accent sur l'importance du problèmes des

salaires et la réduction des heures de travail, le lien est direct et évident. Il est plus complexe — et en même temps nécessaire — d'aborder la question de savoir quels doivent être les sujets du processus de transformation et du programme. La notion de bloc historique exige des analyses nouvelles en partant de sa définition elle-même, à la lumière du cycle du développement capitaliste et de la composition sociale. C'est un travail qu'il faut accomplir progressivement. Le programme que nous esquissons maintenant n'est pas un programme de transition. Nous en constatons la nécessité mais il n'est pas encore mûr et nous ne saurions l'aborder avec nos seules forces. Il est toutefois indispensable de réfléchir à ce sujet, même si notre but actuel est d'indiquer le programme de notre parti pour l'Italie d'aujourd'hui, un programme qui soit un guide pour notre action politique et sociale.

★

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration : PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61 E-Mail : inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R. Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

# Mexique

## L'espoir s'organise

Par Sergio Rodríguez Lascano



**DURANT LA NUIT DU 31 DÉCEMBRE 1995** et la matinée du 1<sup>er</sup> janvier 1996, dans plusieurs endroits de la forêt et des plateaux de l'Etat du Chiapas, on fit connaître la Quatrième Déclaration de la Selva Lacandona, élaborée par l'EZLN. Il n'est pas vain de rappeler l'objectif de chacune des déclarations : la première déclare

la guerre au gouvernement et à l'armée ; la seconde appelle à la formation de la Convention nationale démocratique (CND), comme mécanisme pour aider à organiser la « société civile » ; la troisième appelle à la formation du Mouvement de libération nationale comme regroupement unitaire de toutes les forces d'opposition, pour chasser le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du Palais national. La quatrième représente la réponse de l'EZLN à la Consultation nationale sur la construction possible d'une « force politique d'un nouveau type ayant comme base l'EZLN ». Le « passage de la douleur à l'espoir », comme dirait le sous-commandant Marcos, a été un itinéraire plutôt conjoncturel s'exprimant d'une manière vécue dans les deux années qui viennent de passer.

Le Mexique d'en-bas, en accord avec les héritiers des peuples originels de ces terres, après avoir fait diverses tentatives, arrive à la conclusion que l'unique possibilité de s'organiser « en bas » et, d'une certaine manière, « au milieu » sera de se lancer dans une aventure impressionnante : construire un arc-en-ciel qui, en plus d'être multicolore, représente, d'abord, un pont unissant le Mexique d'hier et de demain, puis, en paraphrasant Dussel, soit rapidement un projet de libération et de transmodernité.

« (...) Ils étaient là, ou plutôt ils pensaient, ils se connaissaient, ils se parlaient, ils apprenaient à se connaître, voilà où ils en étaient, quand la pluie resta en suspens en plein milieu de l'après-midi sans descendre, ni monter, juste en restant là, et les hommes et les femmes de maïs continuèrent aussi à regarder les premiers dieux et voilà que commençait à se dessiner un pont de lumière, de nuages et de couleurs, le pont venait de la montagne et allait vers la vallée, puis, on voyait bien que ce pont de couleurs, de nuages et de lumière n'allait, ni ne venait de nulle part, juste qu'il était là, au dessus de la pluie et du monde. » (Sous-commandant Marcos : *Los hombres que viven haciendo puente de siete colores*. Le secteur qui s'est senti le plus offensé par la proposition est celui de la dite « classe politique », de droite comme de gauche. Spécialement ces derniers, qui ont dû dépoussiérer leurs livres et manuels « marxistes » pour polémiquer contre des visions anarchistes, utopiques, réelles ou inventées. Cette gêne a ses raisons, la Quatrième déclaration de la Selva, le message qui vient « d'en-bas »,

leur pose plusieurs problèmes difficiles à affronter : tout à coup le zapatisme cherche à organiser des secteurs sociaux sur lesquels il n'exerçait auparavant qu'une influence morale, ainsi les mots ne sont plus de la littérature ou, pour être plus précis, deviennent en plus des instruments de construction. Tout à coup, *mandar obedeciendo* (diriger en obéissant) n'est plus une jolie phrase, utilisable dans les débats internes des appareils politiques, mais se transforme en un slogan subversif qui interroge ce qui est fondamental dans l'exercice et la théorie du pouvoir, qui met sous une loupe les élites politiques, les fonctionnaires publics, les professionnels de la politique, de droite ou de gauche, qui cherche à révéler le secret qui leur appartenait à eux seuls, qui veut, enfin, « qu'une cuisinière dirige l'Etat ».

La réponse irritée de la « classe politique » mexicaine montre la validité des paroles d'un intellectuel allemand :

« De 1492 à 1992 se déroule la longue histoire, durant la période du "sixième soleil", pendant laquelle ce peuple latino-américain, le "bloc social" des opprimés, avancera en créant sa propre culture. C'est sur elle que s'arrêtera la prétention d'une modernisation qui ignore sa propre histoire, puisqu'elle est "l'autre-face" invisible de la modernité. Ce "peuple" ne peut que très mal comprendre la Modernité dont il a toujours été la partie exploitée, opprimée ; "l'autre-face" qui a payé de sa mort l'accumulation primitive de capital, le développement des pays du centre (...) Ainsi, le "projet libérateur" (...) est en même temps une tentative de dépassement de la Modernité, un projet de libération et de "transmodernité" »

(E. Dussel: 1492, *El encubrimiento del otro*).

« la puissance du secret d'Etat se transmet à ses détenteurs et les immunise contre l'interrogation, selon leur niveau d'initiation, cela les dispense de répondre et, au sens propre, ils deviennent irresponsables. Selon les secrets d'Etat connus par chacun, s'établissent des catégories et leurs privilèges dans une hiérarchie d'une grande précision. La masse des sujets n'a pas de secret ; par conséquent, elle n'a aucun droit à participer au Pouvoir, à le critiquer et à le contrôler. » (Hans Magnus Enzensberger : *Politica y Delito*) En dernière instance, quelques secteurs venant de la gauche mexicaine traditionnelle espéraient que la proposition zapatiste mette en question le « système de parti-d'Etat » et non le système politique en tant que tel, dont ils sont non seulement partie prenante mais aussi, d'une certaine façon, les soutiens. Souvenez-vous cette phrase brillante et terrible d'un des théoriciens et défenseurs de l'antidémocratie réellement existante : « celui qui résiste, soutient ». La Quatrième déclaration de la forêt lacandone tape du poing sur la table où se répartissent les cartes du

pouvoir. Ainsi, en même temps que certains saluent la décision de l'EZLN de se transformer en une force politique, ils lui reprochent immédiatement son manque de volonté à se soumettre aux règles du jeu du système politique et plus encore à celles que la modernité établit pour la lutte politique et la lutte pour le pouvoir. La critique va précisément contre ce qu'il y a de nouveau dans la proposition

**A GAUCHE, CEUX QUI ATTAQUENT** la Quatrième déclaration sont ceux qui n'ont jamais compris que la lutte contre le capitalisme n'a pas pour suprême objectif une meilleure répartition des revenus, mais cherche à bouleverser le noyau du capitalisme, c'est-à-dire la relation travail salarié-capital et spécialement ce qui touche au fétichisme des marchandises. Ainsi, ils ont toujours pensé que ce qui existait en URSS ou dans l'Europe de l'est, était le socialisme.

Ils sont incapables de comprendre que parallèlement au fétichisme des marchandises existe le fétichisme du pouvoir et de l'État. De même qu'un contrôle relatif de la production marchande ne résoud pas le problème de l'exploitation, la prise du pouvoir par un groupe de professionnels de la politique bien intentionnés, ne résoud pas le problème de la domination politique d'une élite sur la société. C'est pourquoi la Quatrième déclaration est une flèche qui va au cœur même de ce qu'est la politique traditionnelle.

Elle cherche à bouleverser la relation entre dirigeants et dirigés, c'est-à-dire la relation ordre-soumission qui émane de toute relation du domaine politique. Accepter que quelques uns puissent donner des ordres et la majorité obéir est la base ultime de la domination capitaliste, une fois dépourvue de ses fastueux habits du dimanche. Tous les « x » temps, l'élite politique consulte les électeurs sur les diverses options et programmes. Bien entendu, ils ne sont presque jamais mis en pratique. Pis encore, les gens délèguent leur pouvoir de décision à un groupe de professionnels de la politique dont les différences se situent au niveau des projets globaux, mais jamais au niveau de la forme de la relation ordre-soumission. Quelle est ici la différence entre un personnage paradigmatique du Parti d'action nationale (PAN), comme Fernandez de Cevallos et un du Parti de la révolution démocratique (PRD), ou bien entre Munos Ledo et Zedillo ? Tous sont autoritaires, antidémocratiques, très personnels, méprisants. Ils représentent, indubitablement, des intérêts sociaux, pour le moins partiellement différenciés, mais ils sont d'accord avec un système politique qui cherche à maintenir une différence entre dirigeants et dirigés. Ainsi chaque fois qu'ils veulent arriver à un accord, ce n'est pas la présence et le regard de la société qui les gênent, mais ceux de leurs propres amis. C'est pourquoi ils utilisent comme méthode les pactes, les accords, pour convertir les conflits et contradictions en simples incompréhensions qu'il est possible de limiter. La méthode qui vient de la forêt et des plateaux du Chiapas est « rupturiste », pas simplement envers le système de parti-d'État, mais encore contre le système politique dans son ensemble. Cela n'a rien à voir avec une position anti-électorale ou, pire, abstentionniste, comme le croient quelques électoralistes imperturbables... Pourtant on ne conçoit pas la crise de la relation ordre-soumission uniquement dans le rapport entre le régime et la société, mais aussi dans toutes les relations sociales, sur le terrain électoral, culturel, psycho-

logique, éducatif, médical, etc.

Partant de l'idée que la suprématie de quelques uns qui ordonnent et du reste qui obéit existe dans tous les pores de la société, et se convertit en une pierre de touche de la domination culturelle des oppresseurs, beaucoup plus perverse lorsqu'elle réussit à s'établir parmi les pauvres eux-mêmes. Comme le décrit Marx pour montrer la fétichisme de la marchandise, la table qui prend vie devant les yeux de l'ouvrier est semblable au spectre qui, chez tous les êtres humains, prendrait vie pour décider et, mieux préparé et adroit, prendrait les décisions qui reviennent à la communauté.

En comprenant le pouvoir comme une relation sociale et pas seulement comme une chose qui se prend et se transforme, l'EZLN montre en même temps, qu'en chaque relation sociale existe un germe de domination et d'exclusion. En ce sens, la lutte contre le pouvoir d'État est aussi une lutte contre cette transmutation des relations humaines, y compris

celles qui paraissent inoffensives sont beaucoup plus perverses que celles établies directement par le pouvoir d'État. Et cela se fait sans cri strident et sans feu d'artifice.

**CETTE CRITIQUE RADICALE** des concepts traditionnels de la modernité prend une grande importance, d'autant plus que dans sa phase « néolibérale », le capitalisme et ses médiations montrent clairement ses aspects les plus nocifs et pervers. Ce qui fût « étrange » et difficile à comprendre, (ce qui remet en cause notre vision occidentale et moderne) c'est que l'alternative est venue de ce Mexique indigène, qui par sa rébellion cria « ça suffit ! » et provoqua une interpellation éthique du monde entier mais plus précisément de la pensée et de la pratique de la gauche. D'où la grande importance, dans la déclaration, de l'appel à une Rencontre intercontinentale ayant pour thème : Pour l'humani-

té contre le néolibéralisme.

*Mandar obedeciendo*, l'heureuse nouvelle qui a surgi en janvier 1994 entre maintenant dans une nouvelle phase, un gigantesque défi : est-il possible de maintenir cette vision prophétique et en même temps d'organiser une nouvelle force politique ? Je ne sais pas, mais l'alternative en vaut la peine. Au moins pour approcher ce que disait ce grand philosophe allemand, Elias Canetti : « *Le système des ordres est admis universellement. Il s'est niché de manière évidente dans l'armée. Mais de nombreux autres secteurs de la vie civilisée sont dominés et marqués par l'ordre. La menace de mort est la monnaie du pouvoir. Celui qui veut réduire le pouvoir, doit examiner l'ordre de proche en proche sans peur et trouver les moyens pour le déposséder de son aiguillon.* » (E. Canetti : *Masa y poder*)

Il n'est pas vain de rappeler une autre « étrangeté », qui est que cette proposition civique et civilisatrice vienne d'une organisation politico-militaire. Cela se passe dans un pays appelé le Mexique où « nous sommes tous Marcos », où « Zapata est vivant », où enfin, dans les conversations de fins de repas, comme dirait un grand poète « la nappe sent la poudre » et l'histoire nous tombe dessus malgré les serviteurs du pouvoir qui essayeraient en vain de faire de ce pays le paradis de la pensée débile.



# Quatrième déclaration de la Selva Lacondona

*Des montagnes du Sud-est mexicain*

*Comité clandestin révolutionnaire indigène - commandement général de l'EZLN*

**EN CE JOUR, AVEC LE CŒUR D'EMILIANO ZAPATA** et après avoir écouté la voix de tous nos frères, nous appelons le peuple du Mexique à participer à une nouvelle étape de la lutte pour la libération nationale et la construction d'une patrie nouvelle, avec cette Quatrième déclaration de la Selva Lacondona

Nous appelons tous les hommes et toutes les femmes honnêtes à participer à la nouvelle force politique nationale qui naît aujourd'hui, le Front zapatiste de libération nationale (FZLN), organisation civile et pacifique, indépendante et démocratique, mexicaine et nationale, qui lutte pour la démocratie, la liberté et la justice au Mexique. Le FZLN naît aujourd'hui et nous invitons à s'y joindre tous les ouvriers de la République, les travailleurs des campagnes et des villes, les indigènes, les colonos (habitants des quartiers populaires), les enseignants et les étudiants, les femmes mexicaines, les jeunes de tout le pays, les artistes et les intellectuels honnêtes, les religieux conséquents, tous les citoyens mexicains qui avec nous veulent non pas le pouvoir mais la démocratie, la liberté et la justice pour nous et pour nos enfants.

Nous appelons la société civile nationale, les sans parti, le mouvement social et citoyen, tous les Mexicains à construire une nouvelle force politique. Une nouvelle force politique qui soit nationale. Une nouvelle force politique dont la base est l'EZLN. Une nouvelle force politique qui s'inscrit dans un large mouvement d'opposition, le Mouvement pour la libération nationale, un lieu d'action politique citoyenne où convergent d'autres forces politiques d'opposition indépendantes, un espace où confluent les volontés et se coordonnent les actions unitaires.

Une force politique dont les participants n'exercent et ne cherchent pas à exercer des charges électives ni des postes gouvernementaux à quelque niveau que ce soit. Une force politique qui ne vise pas la prise du pouvoir. Une force qui ne soit pas un parti politique.

Une force politique capable de donner corps aux demandes et aux propositions des citoyens de sorte que celui qui commande, commande en obéissant. Une force politique capable d'offrir une solution aux problèmes collectifs sans l'intervention des partis politiques et du gouvernement. Nous n'avons pas besoin de demander la permission pour être libres. La fonction de gouvernement est une prérogative de l'ensemble de la société, qui a le droit d'exercer cette fonction. Une force politique qui lutte contre la concentration de la richesse dans les mains de quelques uns et contre la centralisation du pouvoir. Une force politique dont les participants n'aient pas d'autres privilèges que la satisfaction du devoir accompli.

Une force politique organisée à l'échelon local, des États et des régions, qui se construit en partant de la base, de sa substance sociale. Une force politique issue des comités civiques de dialogue. Une force politique qui prend le nom de Front parce qu'il s'agit de regrouper des initiatives organisationnelles en dehors des partis, d'intégrer de nombreux niveaux de participation et de nombreuses formes de lutte. Une force politique qui s'appelle zapatiste parce qu'elle naît avec l'espoir et le cœur des indigènes qui, au côté de l'EZLN, sont redescendu des montagnes mexicaines. Une force politique de Libération nationale parce qu'elle lutte pour la liberté de tous les Mexicains et du pays tout entier. Une force politique armée d'un programme de lutte en 13 points ceux de la première déclaration de la Selva Lacondona, enrichis tout au long de deux années de lutte insurrectionnelle.

Une force politique qui lutte contre le système du parti-Etat. Une force politique qui lutte pour la démocratie universelle et pas seulement électorale. Une force politique qui lutte pour une nouvelle Assemblée constituante et une nouvelle constitution. Une force politique qui lutte pour que partout règnent la justice, la liberté et la démocratie. Une force politique qui ne lutte pas pour la prise du pouvoir politique mais pour la démocratie où celui qui commande, commande en obéissant.

Nous appelons tous les hommes et toutes les femmes du Mexique tous les indigènes et tous ceux qui ne sont pas indigènes, toutes les races qui forment la nation ; ceux qui sont d'accord pour lutter pour un toit, la terre, du travail, du pain, la santé, l'éducation, l'information, la culture, l'indépendance, la démocratie, la justice, la liberté et la paix ; ceux qui comprennent que le système du parti-Etat est le principal obstacle à la transition vers la démocratie au Mexique ; ceux qui savent que démocratie ne veut pas dire alternance au pouvoir mais gouvernement du peuple, pour le peuple et par le peuple ; ceux qui sont d'accord pour une nouvelle Charte fondamentale qui reprenne les principales demandes du peuple mexicain et la garantie que s'applique l'article 39 en recourant au plébiscite et au référendum ; ceux qui ne cherchent pas à exercer des charges politiques ni des mandats électoraux ; ceux qui ont le cœur, la volonté et l'esprit du côté gauche de la poitrine ; ceux qui veulent cesser d'être spectateurs et sont prêts à ne bénéficier d'aucun salaire ni privilège autre que celui de participer à la reconstruction nationale ; ceux qui veulent construire quelque chose de nouveau et de bien ; tous, nous les appelons à construire le FZLN. Les citoyens sans parti, les organisations sociales et politiques, les comités civiques de dialogue, les mouvements et les groupes qui n'aspirent pas à la prise du pouvoir et qui signent cette Quatrième déclaration de la Selva Lacondona, s'engagent à participer au dialogue pour s'accorder sur la structure organisationnelle, les plans d'action et la déclaration de principe du FZLN.

Grâce à l'unité des Zapatistes civils et des combattants zapatistes réalisée dans le FZLN, la lutte commencée le 1er janvier 1994 entamera une nouvelle étape. L'EZLN ne disparaît pas, mais son effort le plus important sera pour la lutte politique. Au moment opportun et aux conditions qui seront fixées, l'EZLN participera directement à la formation du FZLN.

Aujourd'hui le 1er janvier 1996, l'EZLN signe cette Quatrième déclaration de la Selva Lacondona. Nous invitons le peuple du Mexique à la souscrire.

Frères, beaucoup de mots circulent dans le monde. Beaucoup de mots se construisent. Beaucoup de mots nous construisent. Il y a des mots et des mondes qui sont des mensonges et des injustices. Il y a des mots et des mondes qui sont des vérités vraies. Nous construisons des mondes vrais. Nous sommes faits de mots vrais. Dans le monde des puissants il n'y a de place que pour les grands et leurs serviteurs. Dans le monde que nous voulons il y a de la place pour tous. Le monde que nous voulons, est un monde où il y a beaucoup de mondes. La patrie que nous construisons est une patrie où coexistent tous les peuples et leurs langues. (...)

Nous sommes ici, nous nous rendons pas. Zapata vit et malgré tout la lutte continue.

★

# Brésil

## Les perspectives du Parti des Travailleurs dans la nouvelle étape

*La tendance Démocratie Socialiste (DS, Section brésilienne de la Quatrième internationale) au sein du Parti des Travailleurs (PT), a tenu sa Conférence nationale les 9 et 10 décembre derniers avec, à l'ordre du jour, la discussion sur les perspectives stratégiques, la situation du PT, de la gauche du PT et de la tendance DS. Nous publions ci-après une contribution à ces débats, en prenant la liberté de quelques coupures, imposées par des impératifs de place toujours insolubles. Son auteur est membre de la Coordination nationale de DS.*

*Par Joaquim Soriano*

Pour faire un bilan du PT, il faut prendre comme référence le rôle qu'il a joué dans la période écoulée au sein de la société brésilienne, sa position face à la transformation en cours et le rôle qu'il peut avoir dans la période qui s'ouvre.

Le PT représente l'accumulation de 15 années de lutte des travailleurs et des opprimés, la principale expérience de la gauche brésilienne et une référence pour la gauche latino-américaine et mondiale.

Dans le dernier pays d'Amérique à avoir aboli l'esclavage, où les travailleurs ont tout au long de leur histoire subi la tutelle de la classe dominante et n'ont pas pu s'organiser de façon indépendante, le PT a représenté, en tant qu'expression majeure du vaste processus de lutte et d'auto-organisation ouvrière et populaire engagé en 1978, une nouveauté radicale hautement positive. Le PT a catalysé politiquement un processus beaucoup plus large d'organisation indépendante qui englobe tous les secteurs populaires de la société, et constitue pour la première fois dans notre histoire quelque chose qui peut être appelé société civile, une organisation autonome de la société qui ne se développe pas à l'ombre de l'Etat. Cela a permis d'engager la lutte effective pour la création d'une sphère publique au Brésil et pour que l'Etat perde son caractère patrimonial (directement lié aux intérêts privés des secteurs de l'oligarchie au pouvoir). Et cela a introduit un contenu social inédit dans la lutte démocratique dans le pays.

L'existence du PT et son activité au cours des quinze dernières années ont rendu possibles des progrès dans le processus de démocratisation de la société et de l'Etat, à partir d'une conception où la construction des libertés et des droits toujours plus larges et leur institutionnalisation sont conçus comme des moments ascendants dans la conquête d'une démocratie basée sur l'universalisation de la citoyenneté.

Le PT a unifié dans un même cadre politique l'immense majorité de la gauche et de l'avant-garde socialiste qui a opté pour une perspective d'indépendance de classe. Il a permis que la gauche brésilienne accumule et organise ses forces et se transforme en un acteur politique réel dans le pays, capable même de postuler au pouvoir central. Ce qui l'a rendu possible, c'est la conquête d'une démocratie interne importante, toujours disputée mais d'autant plus réelle, fruit de combats permanents entre les forces qui composent le parti. Mais les conditions qui, dans le cadre de l'essor du développement national, ont permis le développement du PT se sont altérées dans le cours des années 90. La réorganisation néolibérale du capitalisme brésilien a eu et aura encore des conséquences profondément destructurantes pour la base sociale fondamentale de la gauche dans notre pays, les secteurs organisés du prolétariat. La crise du

mouvement socialiste international a désarticulé les références idéologiques et le projet de société qui soudaient l'identité de notre gauche même, dans la mesure où les nouvelles conditions économiques, sociales et politiques ont conduit à exiger une réorganisation profonde des perspectives stratégiques. La bourgeoisie brésilienne a dépassé sa crise de projet et de direction politique, évidente au cours des années 80, et a infligé des défaites importantes aux travailleurs. Au cours des dernières années, la classe dominante a obtenu des victoires décisives sur le terrain de la lutte idéologique et a été capable de désarticuler le projet démocratique et populaire. Les mots clés de l'offensive néolibérale dans le pays -modernisation, privatisation, ouverture du marché national-, ont trouvé un écho au sein du camp populaire lui-même, y compris dans les rangs du PT et de la CUT.

Ainsi donc, la nouvelle période politique où nous entrons exige que la gauche brésilienne et le PT se dotent d'un nouvel agenda politique et d'une nouvelle orientation stratégique, ce qui représente un défi considérable pour la gauche du PT. Comme le disaient les thèses présentées par l'Opposition de gauche lors de la X<sup>e</sup> Rencontre nationale du PT : « *Aucun parti politique, aussi rebelle soit-il, n'est immunisé face à l'intégration dans les institutions politiques de l'Etat bourgeois, l'électoratisme ou la maladie sénile de la bureaucratiation. En quinze ans d'existence, le PT a influencé de façon décisive la vie politique brésilienne. Malgré tout, de dangereux symptômes d'intégration à l'ordre, d'électoratisme et de sénilité commencent à corroder le caractère subversif et intransigeant du PT. Des secteurs de plus en plus importants rejoignent notre parti en voyant dans le PT une machine électorale sans idéologie, pragmatique, adaptée au jeu politique dominant (...).*

*Pour la gauche du PT, il faut sauvegarder la singularité de notre parti en tant que parti indépendant, capable de représenter les intérêts des travailleurs et des opprimés, et de se remettre en ordre pour disputer la direction politique du parti. Il n'y a pas de véritable option stratégique pour la gauche révolutionnaire au Brésil en dehors de la lutte actuelle dans les rangs du PT ».*

### EVOLUTION DES CONDITIONS STRUCTURELLES

La résolution de la III<sup>e</sup> Conférence nationale de DS, en 1993, a pris acte des conditions structurelles qui contrarient la construction du PT en tant que parti révolutionnaire : « *L'évolution du PT durant les années 80 s'est faite à contre-courant de la conjoncture internationale marquée par la victoire de Reagan en 1980, une offensive générale du capital et un mouvement socialiste à la défensive. Mais il y eut une rupture qualitative qui a accentué les éléments adverses sur la scène en 1989, quand l'effondrement du régime bureaucratique de l'Europe de*

*l'Est a catalysé une grande redistribution des forces en faveur de l'impérialisme, avec le déferlement de l'offensive idéologique et politique de l'impérialisme. Son hégémonie sur la bourgeoisie internationale s'est encore renforcé. L'onde de choc induite a provoqué une profonde désorientation dans le mouvement socialiste et affecté directement l'ensemble de ses composantes, PT inclus.*

*« En outre, l'élection de Collor a marqué l'ouverture au Brésil d'une nouvelle situation politique, bien plus défavorable que la précédente. Le projet néo-libéral a imposé son hégémonie au sein de la bourgeoisie brésilienne, lui apportant des références communes et une cohérence qui lui faisaient jusqu'alors défaut. Elle a pu lancer une offensive résolue contre les acquis et les services sociaux, et une politique de récession qui a frappé durement les secteurs les plus organisés de la classe ouvrière. Le PT, la CUT et l'ensemble du mouvement démocratique et populaire ont vu leur espace politique considérablement réduit. »*

Quoique limitée par le rapport des forces sociales issu de l'organisation politiquement indépendante acquise par les secteurs populaires du pays dans les années 80, la restructuration néo-libérale du capitalisme brésilien s'est poursuivie sous le gouvernement d'Itamar Franco. L'ouverture de l'économie à la concurrence du marché mondial a touché de nombreuses branches d'activité et l'industrie sidérurgique et pétrochimique, jusqu'alors presque exclusivement étatique, a été intégralement privatisée.

Parallèlement, une autre dynamique socio-économique s'imposait, avec la crise et l'introduction de nouvelles technologies et méthodes d'administration. Le chômage structurel, l'extension du secteur tertiaire, la flexibilisation des relations laborales, la paupérisation d'une majorité de la population ont produit une fragmentation accrue de la classe ouvrière, des difficultés aggravées pour les organisations syndicales et une baisse de leur niveau d'activité. La réorganisation du tissu social dans le pays implique un prolétariat plus hétérogène que dans le passé et l'accroissement des masses exclues et désorganisées. Le mouvement syndical et les différents mouvements sociaux ont connu de grandes difficultés pour s'adapter aux nouvelles conditions de lutte.

Sur la scène internationale non plus, aucun événement nouveau n'a permis de modifier substantiellement la situation défensive de la classe ouvrière et de la gauche. Le principal fait nouveau, la rébellion zapatiste au Chiapas, est un point de résistance important, mais qui n'a pas suffi jusqu'à présent à inverser le processus politique hégémonique ne serait-ce qu'à l'échelle du Mexique (...).

## L'ÉPREUVE DE LA CAMPAGNE DE 1994

L'élection présidentielle de 1994 a donné lieu à une grande confrontation politique dans le pays et a soumis le PT à une épreuve décisive. Ce qui était en jeu, c'était des propositions de sortie de la crise nationale où le pays était plongé depuis 1980, inspirées par l'alternative démocratique et populaire ou par le projet néo-libéral. La victoire de Lula aurait été l'instrument concret et la condition nécessaire pour lancer, dans le pays et à l'échelle de la gauche internationale, de nouvelles bases pour un développement alternatif, antagonique au projet néo-libéral. La défaite a donc eu des conséquences graves et marqué un changement qualitatif sur la scène internationale (...).

L'opposition du PT au gouvernement de Henrique Cardoso s'est d'abord manifestée timidement : les critiques publiques se sont réduites initialement à la mise en cause de l'alliance avec le PFL et à la dénonciation de l'application de la « politique sociale » annoncée. Mais il s'est produit une évolution positive au sein du groupe parlementaire fédéral. Au premier trimestre de 1995, la lutte autour des amendements constitutionnels portant sur des questions économiques, avant tout la disparition du monopole de l'Etat sur le pétrole

et les télécommunications, a renforcé l'opposition au gouvernement. Nous avons été battus lors des votes sur ces amendements, mais nous avons exprimé avec netteté notre opposition non seulement aux privatisations mais aussi à l'ensemble de la politique néo-libérale du gouvernement (...). Mais cette évolution positive est déconnectée du processus de discussion engagé lors de la X<sup>e</sup> Rencontre nationale du parti. En fonction d'autres critères, il s'est formé un nouveau bloc (autour de la tendance Articulation Unité en Lutte) qui a obtenu une courte majorité. Ce qui s'est produit depuis la rencontre a encore aggravé les choses : la nouvelle majorité a essayé de réduire la présence de la gauche dans la nouvelle Commission exécutive nationale et provoqué par là-même la relance des affrontements internes. Face à l'absence d'orientations stratégiques claires, et alors que tous les efforts tendent à miser sur le seul horizon de la dynamique électorale, avec ses effets désagrégateurs sur la vie du parti, ces éléments laissent présager des difficultés supplémentaires dans la construction du PT.

Ainsi que nous le disions dans notre bilan de la X<sup>e</sup> Rencontre nationale : « On a tourné la page de la plate-forme d'unité stratégique qu'avait adoptée la Ve Rencontre nationale du PT en 1987 ; mais on ne se trouve pas dans un vide absolu. La X<sup>e</sup> Rencontre a défini avec plus de clarté l'opposition au gouvernement, mais a dilué les positions antérieures du PT concernant la construction du parti et n'a adopté aucune position sur les questions stratégiques qui pourrait rétablir un minimum d'unité dans les rangs du parti (...). »

Les perspectives de construction du PT tendent donc à être contradictoires. D'un côté nous agissons dans un cadre politique et social, tant national qu'international, nettement plus défavorable que celui des années 80. Si nous intégrons la construction du parti dans le cadre du processus plus large d'auto-organisation des travailleurs et des secteurs populaires, et si nous gardons à l'esprit que le développement des luttes de masse au Brésil a été l'une des sources décisives du dynamisme du PT, nous pouvons prendre la mesure des grandes difficultés auxquelles nous devons faire face. Mais par ailleurs, les prises de position du PT face au gouvernement de Henrique Cardoso et la lutte contre ses initiatives ont permis de garder une base politique importante dans la société brésilienne qui cherche une alternative de gauche au néo-libéralisme : c'est un facteur dont la portée stratégique objective est énorme pour la recomposition du mouvement socialiste dans notre pays comme dans l'ensemble du continent.

La dynamique interne au PT a conduit à une accumulation croissante de problèmes non résolus : absence d'orientations stratégiques explicites, intégration acritique dans l'appareil d'Etat bourgeois, électoralisme et abandon de références organisationnelles dans la construction du parti. Pourtant, malgré tout, dans un contexte défavorable et même après la grave défaite des élections de 1994, nous avons un parti où la gauche représente aujourd'hui 46 % de la direction (...). La gauche du PT est hétérogène, elle connaît les mêmes problèmes de redéfinition que les révolutionnaires dans le monde entier, elle n'est pas immunisée face aux problèmes pratiques qui caractérisent la vie du PT et elle connaît des moments difficiles ; mais tout indique que ses positions sont profondément enracinées dans le parti, son histoire, sa culture politique et le discours qui le structure.

Ce faisceau de tensions, de potentialités et de limites qui marque la construction du PT conduit à une conclusion : la centralisation de la gauche, nécessaire pour qu'elle puisse disputer la direction du PT, se pose aujourd'hui dans des conditions substantiellement différentes de celles du passé.



# Appel mondial : BM, FMI, OMC : ça suffit !

## LA BOSNIE COLONISÉE PAR LES INSTITUTIONS DE BRETTON WOODS

S'il fallait encore éclaircir le rôle des institutions de Bretton Woods et consœurs, l'actualité se chargerait amplement de le faire.

Michel Chossudovsky, professeur d'économie à Ottawa, collaborateur du *Monde diplomatique* et par ailleurs, membre du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM), vient de réaliser une analyse fouillée des accords de Dayton concernant l'ex-Yougoslavie dont une partie paraîtra dans le *Monde diplomatique* de février 1996. Parmi les clauses, apparaissent trois éléments absolument scandaleux.

1) La nouvelle constitution de la Bosnie stipule que le directeur de la Banque centrale bosniaque sera nommé par le FMI et ne pourra pas être un citoyen bosniaque ou un citoyen voisins.

2) C'est la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) qui nomme un super-ministre des entreprises et services publics. Il sera chargé de la mise en œuvre d'un plan de privatisation et de restructuration.

3) Le premier prêt du FMI accordé à la Bosnie, dans cette nouvelle période, devra obligatoirement servir à rembourser un prêt octroyé antérieurement par les Pays-Bas (dans la structure du FMI, les Pays-Bas sont à la tête d'un groupe de pays dont fait partie la Bosnie).

Une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un État n'est pas courante. Dans ce cas, c'est sans mettre de gants que les institutions financières internationales s'approprient, non seulement un contrôle de fer, mais un pouvoir de décision dans un État. D'autre part, les modalités du prêt du FMI, à un pays dévasté par la guerre démontrent également quelles sont les priorités réelles des prêts : non pas reconstruire, non pas développer, mais obtenir le remboursement, contrôler les leviers de l'économie.

## LE ZAIRE AUX ENCHERES

D'autres événements révèlent cruellement la désintégration des pays du Tiers monde. L'accident d'avion de janvier au Zaïre, démontre à quel point l'espace aérien de ce pays était devenu digne d'un Far West : 300 personnes tuées dans un marché de Kinshasa où un avion s'est écrasé immé-

diatement après son décollage. L'avion n'avait plus de licence de vol en Russie (son pays d'origine) mais il servait aux vols réguliers de marchandises et quelques fois de passagers.

L'accident a immédiatement donné l'occasion à Jean Baptiste Sondji, chirurgien à l'hôpital Mama Yeno, de dénoncer dans la presse le manque absolu de moyens dans les établissements de santé en temps normal et a fortiori pour faire face à ce type de situation. Ce médecin avait été interviewé par le CADTM (voir n°15 du périodique du CADTM) et il fustigeait la dégradation constante des soins de santé dans un pays submergé par l'endettement.

En outre, l'accident, mettant à nu l'affaiblissement de plus en plus grave de l'État (se manifestant aussi par la dérégulation qui ouvre les portes à tous les trafics maffieux : armes, diamants vers l'Angola et d'autres régions), a immédiatement enclenché le processus de privatisation de la compagnie aérienne zaïroise. On ne doit pas s'étonner de voir sur la ligne de départ SABENA (et son alliée la SWISSAIR), compagnie aérienne de la Belgique, ancienne puissance coloniale du Zaïre. Avec la France et les USA, la Belgique s'apprête en effet à participer aux grandes manœuvres de (ré)appropriation des richesses du Zaïre (la fameuse Gécamines entre autres). La SABENA et la SWISSAIR se proposeraient de relancer une nouvelle ligne aérienne « New Air Zaïre » en limitant leur mise au chiffre ridicule de 10 à 15 millions de francs français. Dans ce projet, il n'est pas question de reprendre le passif de l'ancienne compagnie zaïroise : le personnel de celle-ci peut aller se faire voir ailleurs !

Plus généralement, au Zaïre, Colette Braeckman explique que : « *la bonne gestion* » dont est crédité le gouvernement Kengo Wa Dondo (« *l'homme de la Banque mondiale* ») signifie en fait rembourser chaque mois 2 800 millions de dollars au titre de la dette extérieure, payer les traitements des ministres à raison de 6 000 dollars par mois, mais être incapable de payer les quelques dollars mensuels que représente le salaire des enseignants » (*Le Soir*, 28/12/1995).

## DES NOUVELLES DE LA CAM- PAGNE

Nous venons de recevoir une lettre de « Ecumenical Support Services », organisation établie au Zimbabwe et coordonnant les ONG et les organisations d'Église sur le

thème de la Banque mondiale et de l'ajustement structurel. Ils travaillent à la collecte de signatures pour l'Appel Mondial et expliquent : « *Le Zimbabwe vient de terminer ses cinq premières années d'ajustement structurel. La promesse avait été donnée qu'après 5 ans, chaque Zimbabwéen irait lui-même en riant à la banque.*

*Cinq ans plus tard, les restrictions continuent. Les dépenses gouvernementales en matière de santé, d'éducation et de services sociaux, sont drastiquement réduites. Au moment où j'écris cette lettre, les gens du FMI sont en train de camper au Trésor pour s'assurer que les dépenses publiques sont réduites. Cette politique a de graves conséquences sur la pauvreté. Les hôpitaux du district rural du Ministère de la Santé ont vu leur budget restreint de 23 millions de ZW\$ et de ce fait, n'ont plus assez d'ambulances pour desservir les campagnes paupérisées.* La lettre se conclut en proposant que l'organisation soit l'adresse locale de contact du Zimbabwe pour la campagne « Banque mondiale/FMI/OMC /ça suffit ». C'est y pas beau, ça ?

L'Institut international de recherche et de formation d'Amsterdam qui travaille en collaboration avec le CADTM, vient d'éditionner une brochure en anglais sur la base des deux derniers dossiers du CADTM. Cela nous ouvre des horizons pour toucher les pays anglophones, du Tiers monde en particulier. A l'étude en ce moment, une publication du même type en espagnol : le travail se ferait en collaboration avec le comité catalan qui vient de se créer et certaines organisations en Amérique latine.

Le dernier dossier du CADTM « BM/FMI/OMC : ça suffit ! (II) » a été épuisé en 5 mois (2 500 exemplaires diffusés). Une nouvelle édition sous forme de livre paraîtra à la mi-février 1996.

La coordination française Comité les autres voix de la planète annonce un week-end de travail le 17 et 18 février pour organiser la contre-manifestation à la réunion du G7 à Lyon.



**Rappel de l'adresse : Appel mondial, CADTM, 29 rue Plantin, B-1070 Bruxelles tel : 32 2 523 40 23, fax : 32 2 522 61 27.**

# Pologne

## « Solidarnosc » 15 ans plus tard

Issu de la grève générale de l'été 1980, le Syndicat indépendant et autogéré « Solidarité » avait été l'expression politique de cet immense mouvement d'auto-organisation sociale autour des bastions industriels régionaux. Mouvement dont les sources sont à chercher à la fois dans l'effondrement d'un projet de développement économique accéléré (fondé sur les bas taux de crédit sur le marché mondial au début des années 70), le début d'une inversion de la courbe du niveau de vie de la population consécutif à cet échec et le sentiment populaire que le gâchis des efforts humains pointant avait pour cause principale l'incapacité des élites gouvernantes et leur volonté de préserver à tout prix leur position sociale privilégiée. L'échec de ce modèle de développement avait discrédité la bureaucratie de l'État-parti et mis sur l'avant-scène une opposition démocratique intellectuelle qui avait réussi à tisser des liens avec l'avant-garde ouvrière après la répression des grèves de juin 1976.

Par Jan Malewski,  
18 décembre 1995

Le modèle de société dont « Solidarité » avait été alors porteur s'inspirait de ce sentiment et des expériences d'auto-organisation des grévistes. Il s'agissait d'une société solidaire et égalitaire — l'expérience des grèves menées dans les bastions industriels pour les revendications des secteurs moins puissants (santé, éducation...) fut la traduction immédiate de cette aspiration. D'une société garantissant la dignité des travailleurs à travers l'autogestion des entre-



1980 : Affiche de Solidarnosc.

prises, sur le modèle des comités de grève d'août 1980 et des conseils ouvriers de 1956. D'une société respectant les compétences sans pour autant permettre à ceux qui les possèdent de se placer au-dessus des autres, symbolisée par l'institution des « experts » au sein du mouvement, dont le rôle était de fournir des conseils, la prise des décisions directes devant leur échapper. Ce modèle était exprimé dans le langage politique de l'opposition démocratique dont les courants dominants, qu'ils aient été ou non issus de la gauche anti-stalinienne d'Octobre 1956 (le premier grand mouvement d'auto-organisation), rejetaient alors les références marxistes, identifiées à leur caricature bureaucratique. Mais, malgré cette médiation et l'usage d'une terminologie aussi différente que possible de la « novlangue » bureaucratique (« Solidarité » parlait de « sociétalisation » (1) de l'économie et de « République autogérée » et non de

1) Le terme polonais « uspołecznienie » (qu'on traduit généralement par « socialisation ») est formé à partir du terme « społeczeństwo » (société) et n'a donc pas de racine commune avec « socjalizm » (socialisme). A notre avis ce fut la raison du succès de ce vocable.

« socialisme »), le modèle de société véhiculé par « Solidarité » en 1980-1981 était pour l'essentiel celui d'une démocratisation radicale du système social existant et non celui du bouleversement de ses fondements. Il s'agissait d'une remise en cause du « socialisme réel » au nom des valeurs que sa propagande véhiculait.

Remise en cause de plus en plus radicale au fur et à mesure que le pouvoir bureaucratique s'avérait incapable de satisfaire les aspirations clairement exprimées par les masses. Car il ne s'agissait, ni plus ni moins, que d'exiger des bureaucrates qu'ils acceptent non seulement de remettre en cause leur pouvoir — dans les entreprises et au niveau local d'abord et de l'État ensuite — mais aussi et surtout leur situation sociale privilégiée, qu'ils descendent de leur piédestal (aussi petit fut-il) pour se fondre dans la masse. C'était, notons-le, une exigence autrement plus radicale que celle, apparue après la défaite du mouvement, d'un retour dans le giron du capitalisme.



Après avoir tenté d'endiguer la dynamique de ce mouvement, à travers un projet de réforme économique qui visait à encadrer les décisions des conseils d'autogestion par un ensemble de mécanismes marchands et par le pouvoir central de l'État — projet accepté par les négociateurs syndicaux et remis en cause par le premier Congrès de « Solidarité » qui imposa le primat des décisions démocratiques de la base — la direction bureaucratique décida de le briser en imposant l'état de siège. Son principal auteur, le général Jaruzelski a écrit dix ans plus tard : « Nous étions comme hypnotisés par la conviction, que les organes centraux de "Solidarité", que ses experts faisaient ce qu'ils voulaient. Nous surestimions leur capacité d'orienter et de manipuler l'organisation. Un mouvement revendicatif social et politique si puissant se radicalise de lui-même. Il porte plus ses dirigeants que ceux-ci ne le conduisent. Cela, bien sûr, ne les justifie pas totalement, mais c'est un fait. En décembre [1981] il a atteint son apogée. » (2)

L'état de guerre fut donc imposé pour arrêter cette dynamique. Ses auteurs avaient d'emblée essayé de préserver les chances d'un futur compromis avec ceux qui pouvaient être les porteurs de la légitimité du mouvement social, tout en décapitant ses structures et en cherchant à briser le lien entre les dirigeants et les militants de base — véhicule démocratique du radicalisme du mouvement. La répression ne fut donc pas aveugle. Elle fut massive au niveau des entreprises pour extraire les militants ouvriers de leur milieu social, les contraindre à se recycler ou à émigrer et paralyser ainsi le mouvement en le privant de ses cadres intermédiaires. Si « Solidarité » a ainsi pu préserver la continuité de sa direction nationale et de ses soutiens intellectuels, au niveau des entreprises cette continuité de cadres et d'expérience politique accumulée fut brisée. Plus qu'une organisation de masse préservée dans la clandestinité, « Solidarité » devint après peu d'années un réseau de diffusion d'idéologie à partir de ses centres intellectuels vers une base contrainte à une consommation passive.

Le coup de force du général Jaruzelski eut encore un autre impact : il fut très massivement perçu comme l'ultime preuve que le changement n'était pas possible dans le cadre du

système, qu'un mouvement de masse si puissant qu'il fut — et « Solidarité » avec ces quelques dix millions de membres avait été puissant — ne parviendrait pas à humaniser le « socialisme réellement existant ». En même temps, le formidable élan de solidarité que l'attaque contre le syndicat polonais avait soulevé à l'étranger et qui contraignait les gouvernements occidentaux à s'engager verbalement et matériellement aux côtés de l'opposition polonaise contribua à doter le capitalisme de vertus humanistes dans l'imaginaire populaire. Le terrain était ainsi mûr pour une idéalisation à l'échelle de masse de l'option capitaliste : les freins de l'auto-limitation (3) intellectuelle étaient tombés et les publications clandestines de « Solidarité » pouvaient se consacrer à « rattraper le retard » en inondant le mouvement de prose néolibérale justement en vogue en Occident.

C'est en 1984-1985, alors que dans les entreprises le mouvement syndical était au plus bas, que se dessine au sein des cercles dirigeants de « Solidarité » clandestine une première rupture avec le projet de « République autogérée ». Dans le rapport préparé alors pour Lech Walesa et intitulé « *Solidarité cinq ans après Août* » (4), il est clairement question sous le vocable de « réforme économique » d'un retour à l'économie de marché, présentée comme la seule « économie naturelle ». En septembre 1985, la direction provisoire clandestine de « Solidarité » rend public un document intitulé « *Les revendications économiques de la TKK* » qui constituait une rupture fondamentale avec les choix du premier congrès de Solidarité. La TKK y postulait l'introduction d'un marché de capitaux et la privatisation des entreprises ainsi que la garantie de sécurité pour les d'investissements étrangers en Pologne (5). Cette orientation économique était aussi l'aboutissement de l'évolution des positions de la majorité des dirigeants de Solidarité vers une solution de compromis historique avec la bureaucratie, obtenue à froid, ou tout au plus avec une mobilisation sociale limitée devant servir à créer les conditions d'un accord entre les dirigeants de l'opposition et ceux de la bureaucratie. Elle allait de pair avec une ouverture de plus en plus prononcée de l'économie polonaise à l'initiative privée, sous la houlette du général Jaruzelski, lui-même soumis à la pression écrasante de l'endettement extérieur.

En 1988-1989, alors que les mobilisations sociales reprenaient dans les entreprises et se tournaient, naturellement, vers les symboles de « Solidarité », la direction du syndicat et l'opposition intellectuelle s'étaient en majorité convaincues de la supériorité du capitalisme. Quant à la base, renouvelée, du syndicat elle n'eut plus l'occasion de vivre un mouvement d'auto-organisation similaire à 1980. Les structures syndicales légitimes étaient là, il suffisait de les

2) Wojciech Jaruzelski, *Stan wojenny dla czego...* (L'état de guerre, pourquoi...), BGW Varsovie 1992, p. 390.

3) On a généralement admis que l'auto-limitation — terme mis en avant par Jacek Kuron en 1980 — consistait en premier lieu à éviter de formuler des revendications trop radicales sur le terrain politique (la « question du pouvoir » en particulier). C'est juste mais partiel : la réflexion sociétale était elle-même auto-limitée. Leszek Balcerowicz, un des experts économiques de « Solidarité » dès 1980, puis ministre responsable de l'économie en 1989-1991, écrivit ainsi plus tard : « En 1980 et au cours des années suivantes, la version autogestionnaire de la réforme économique apparaissait comme le summum des possibilités. J'en fus moi-même jusqu'à un moment son partisan, sans avoir pour autant l'illusion qu'il s'agissait d'une solution moins bonne que l'économie marchande privée » (L. Balcerowicz, *800 dni — szok kontrolowany* (800 jours — le choc contrôlé), BGW, Varsovie 1992, p. 146.

4) Cf. *Raport Polska 5 lat po Sierpniu* (Rapport Pologne cinq ans après Août), MSS, Varsovie 1985 (édition clandestine).

5) *Tygodnik Mazowsze* n°141, 1985.



9 mai 1995 : manifestation des travailleurs d'« Ursus »

remplir. Les dirigeants sortaient de la clandestinité auréolés du statut de martyrs et il suffisait de se regrouper derrière eux. Les quelques dissidents historiques de la direction de « Solidarité » subissaient à la fois la répression de l'État et l'ostracisme de leurs anciens camarades — s'ils réussissaient malgré tout à se faire entendre, ils apparaissaient comme ceux qui divisent et donc affaiblissent le mouvement.

L'équipe du général Jaruzelski, engagée dans une profonde réforme marchande et dans les premières tentatives de privatisation de l'économie, prit alors conscience qu'en absence de légitimité elle ne parviendrait pas à ses fins (6). C'était également le signal donné clairement par le FMI qui avait pris une part active à l'élaboration du projet de restauration capitaliste. Seule l'opposition politique et sociale pouvait légitimer cette politique aux yeux des masses et fournir ainsi la garantie de succès exigée par l'Occident. Bronislaw Geremek, l'un des principaux experts de « Solidarité » engagé dans les négociations avec le régime, qui devaient aboutir aux accords dits « de la table ronde » en avril 1989, rapporte qu'à partir de janvier 1989 l'insistance du régime s'est déplacée du terrain économique vers le terrain politique : « Il est apparu que les questions économiques ont été repoussées du programme des négociations, ou en tout cas qu'elles devaient y jouer un rôle secondaire. Par contre l'établissement d'une jonction entre l'enregistrement de "Solidarité" et l'acceptation politique des élections a été mise au premier plan. » (7)

Lors des élections parlementaires partiellement libres de juin 1989, la direction de « Solidarité » avait soutenu les candidats des comités civiques de « Solidarité », entretenant à souhait une confusion entre le syndicat issu de la clandestinité et une élite politique en formation. Le résultat de ces élections avait quelque peu perturbé les projets issus de la table ronde. Privé de toute légitimité, l'ancien régime du général Jaruzelski ne pouvait plus prétendre se maintenir avec l'appui critique d'une opposition issue de « Solidari-

té », il lui fallait passer la main. Les dirigeants de l'opposition, après quelques hésitations, acceptèrent de prendre en charge le gouvernement et en profitèrent pour établir une démocratie parlementaire. Ils prirent en charge avec conviction la transformation de la société sous l'égide du FMI. Le centre de gravité politique étant déplacé vers les institutions étatiques, le syndicat « Solidarité » reconstitué est passé au second plan, tout en maintenant un appui sans faille à une politique qui, au nom de la nécessaire rupture avec le passé dictatorial, consistait aussi en une rupture draconienne avec les rapports sociaux passés.

Adam Michnik, un des plus brillants théoriciens de l'opposition des années 1970-1990, aujourd'hui à la tête du principal quotidien libéral polonais, ne cherche pas à le cacher : « La table ronde fut précédée par deux vagues de grèves dans les entreprises, au printemps et à été 1988. Les participants à ces grèves avaient le droit de considérer, que c'est grâce à eux que le nouveau système a vaincu. Pourtant ils furent les premières victimes de la transformation. Les prix ont brutalement augmenté. Les salaires réels ont chuté. Les grandes entreprises non efficaces ont été condamnées à la restructuration interne ou à la banqueroute. Leurs travailleurs ont vu le spectre des licenciements collectifs. Les agriculteurs se sont sentis menacés par l'invasion des produits étrangers. L'intelligentsia a été frappée par la fin brutale du mécénat étatique. Après la grande euphorie, la grande désillusion a fait son apparition. Le stéréotype populiste de la "révolution inachevée" et de "l'État dépecé par les voleurs" fut une réaction à cela. Dans ces accusations absurdes il y avait cependant un noyau rationnel. La révolution marchande et la privatisation signifiaient inévitablement un accroissement brutal des inégalités sociales. » (8)

6) Cf. Cyril Smuga, Pologne : les caisses sont vides, dans *Inprecor* n°292 du 4 septembre 1989.

7) Bronislaw Geremek & Jacek Zakowski, *Geremek opowiada, Zakowski pyta*, Rok 1989 (Geremek raconte, Zakowski interroge, l'Année 1989), Plejada, Varsovie 1990, p. 50.8) Adam Michnik, *Teren zaminowany* (Terrain miné), dans *Gazeta Wyborcza* du 21 novembre 1995, p. 18.

Au sein de « Solidarité » ce stéréotype populiste, pour reprendre les termes de Michnik, alla croissant. Les directions syndicales successives ne trouvaient comme justification au profond mécontentement de leurs adhérents que l'argument du temps : encore un peu de patience et l'avenir sera meilleur. Puis, le temps passant, ceux qui accusaient les courants libéraux d'avoir protégé « les communistes » et d'avoir pour cela « stoppé les réformes » eurent le dessus. Incapable de comprendre que la forme prise par la victoire démocratique était en même temps une défaite sociale des travailleurs, raisonnant avec les stéréotypes de l'ancien régime (où les dictateurs et les privilégiés étaient les mêmes et où la liberté signifiait aussi la fin des privilèges indus que les bureaucrates s'étaient frauduleusement octroyés), le syndicat « Solidarité » s'est engagé dans la lutte pour la « décommunisation », exigeant, en même temps les têtes des membres de l'ancien parti (eussent-ils rompus avec ce dernier et pris la tête de l'opposition depuis des décennies), encore plus de privatisations, encore plus de marché, bref encore plus de capitalisme. Au nom de cette idéologie, la direction de « Solidarité » n'a pas hésité à diviser les mouvements



grévistés contre les aspects les plus brutaux de la politique gouvernementale, refusant de les soutenir et laissant ainsi le terrain libre au syndicat concurrent OPZZ (issu du mouvement syndical officiel des années déclinantes de la dictature) qu'elle identifiait au « communisme » (9). Cette dérive était par ailleurs complétée par un alignement croissant sur les secteurs les plus traditionalistes et réactionnaires de la hiérarchie catholique polonaise.

La victoire électorale en septembre 1993 des partis dont les racines plongent dans l'ancien régime a accéléré cette évolution. Ces partis poursuivant la politique néolibérale — avec, il faut le dire, un saupoudrage social plus conséquent : les salaires réels ont commencé une lente ascension et le chômage s'est légèrement réduit — l'ennemi pouvait enfin être désigné. Et, une fois encore, « Solidarité » s'est avérée capable de prendre la tête des mouvements de résistance sociale, d'organiser les mobilisations ouvrières et d'obtenir des succès. Si aujourd'hui sa force ne peut guère être comparée avec celle de 1980, s'il n'est plus le plus grand syndicat, son influence et sa capacité de mobilisation étant négligeables dans le secteur privé en pleine expansion (où les droits syndicaux sont peu réels), il continue à être dominant dans les grandes entreprises du secteur public qui lui donnent une imposante force de frappe.

Le mouvement gréviste de mai 1995 dans l'usine de tracteurs « Ursus » de Varsovie témoigne de cette capacité et jette une lumière crue sur l'évolution politique des secteurs les plus radicaux de l'actuel « Solidarité ». « Ursus » fut le bastion de la résistance ouvrière sous l'ancien régime : en juin 1976, les travailleurs de cette immense usine ont coupé la voie ferrée internationale Paris-Moscou, dévoilant ainsi aux yeux du monde leur révolte, en 1980, c'est encore de là que partit, début juillet, le mouvement gréviste. C'est un ouvrier d'« Ursus », Zbigniew Bujak, qui fut au cours des années 80 le dirigeant national clandestin de « Solidarité » le plus emblématique. L'usine connue au cours des années 70 un

boom d'investissements avec le choix gouvernemental d'en faire le plus grand constructeur de tracteurs d'Europe après l'achat d'une licence de Massey-Ferguson. Ce chantier immense ne fut jamais totalement achevé, mais avec la décentralisation du financement des investissements, « Ursus » s'est trouvé lourdement endetté au cours des années 80. La thérapie de choc néolibérale allait sonner le glas pour lui comme les autres entreprises publiques, « Ursus » devait payer à l'État un « dividende » sur le capital (payable même en cas de déficit !) et un impôt gigantesque sur l'augmentation des salaires, il se voyait refuser l'accès au crédit et avait perdu ses marchés traditionnels à l'Est et dans le pays même, les paysans n'ayant plus les moyens d'investir. Cette politique était soutenue par les dirigeants historiques de « Solidarité » de l'entreprise, Z. Bujak et Zbigniew Janas. C'est alors que la direction du syndicat local passa entre les mains d'un courant radical. Son principal dirigeant devint en 1992 directeur de l'entreprise avec le soutien de « Solidarité ». Le choix opéré alors par la direction et le syndicat fut d'améliorer le rendement de l'entreprise tout en faisant sentir à chaque pas l'amélioration aux salariés : les salaires reprirent une lente ascension. Mais l'usine, dont les capacités de production sont de 70 000 tracteurs par an, n'en vend qu'une dizaine de milliers.

En mai 1995, alors que la mise en faillite pointait une nouvelle fois, l'entreprise étant incapable de faire face aux exigences de plus en plus pressantes des créanciers (banques et État), « Solidarité » appela à la grève. A plusieurs reprises des milliers de manifestants envahirent le centre de Varsovie. Comme en 1976 les grévistes coupèrent la voie ferrée internationale. Ils furent rejoints par les contingents de mineurs, de sidérurgistes et de travailleurs du secteur d'armements, également en grève à ce moment. Ils affrontèrent la police et les condamnations des médias (10). Leurs revendications : augmentation des salaires, accès de l'entreprise à un crédit bon marché, annulation de la dette envers l'État et les assurances sociales, suppression du contrôle des salaires, remboursement de la TVA que l'entreprise paye pour les composantes de sa production. Bref, en pointillé et construit à partir de la réalité économique de leur propre entreprise, un modèle de développement économique alternatif au libéralisme en cours. C'est pourtant sur le terrain idéologique que la grève sortit de l'ordinaire.

L'antisémitisme mêlé d'anticommunisme y apparut au grand jour : l'effigie du premier ministre membre de la Social-démocratie (SDRP — issu de l'ex-Parti ouvrier unifié polonais, au pouvoir de 1944 à 1989), Jozef Oleksy affublée d'une étoile de David fut brûlée par les manifestants, ceux-ci à plusieurs reprises conspuèrent les ministres et d'anciens dirigeants de « Solidarité » libéraux, les traitant de voleurs,

9) Cf. notre article *Un été chaud* dans *Inprecor* n°359 du 25 septembre 1992.

10) Le commentateur de *Gazeta Wyborcza* n'a pas hésité à écrire : « Dans une économie de marché il n'y a pas de raison de maintenir une usine seulement parce qu'elle est grande et méritante. Elle doit être utile et garantir les bénéfices. » (n° du 27-28 mai 1995). Quant à Zbigniew Janas, dirigeant historique de « Solidarité » à « Ursus » il expliquait : « Même si le gouvernement annule les dettes, avant un ou deux ans, avec ce directeur et ce chef du syndicat les dettes vont croître à nouveau » (cité par *Gazeta Wyborcza* du 20-21 mai 1995). Le député social-démocrate Zbigniew Siemiatkowski pour sa part expliquait : « "Ursus" devrait éveiller l'imagination de mes collègues de l'Alliance de la gauche démocratique [le bloc électoral des sociaux-démocrates qui regroupe aussi le syndicat OPZZ] qui regardaient la privatisation sans sympathie. Il suffit de comparer ce qui se passe à "Ursus" avec la situation dans l'aciérie privatisée Lucchini [ancienne aciérie Varsovie, autre bastion historique de « Solidarité » dans la capitale] » (cité par *Gazeta Wyborcza* du 2 juin 1995).

## ★ POLOGNE

de traîtres et — dans la foulée — de Juifs, se proposant de les envoyer dans les chambres à gaz ! Les discours du dirigeant de « Solidarité » d'« Ursus », Zbigniew Wrzodak reprenaient eux un schéma connu à d'autres époques et sous d'autres cieux : attaques contre « la finance internationale » et « l'oligarchie rouge », exigence de « créditer la production polonaise » et de « distribuer les bénéfices à tous les Polonais », accusations de « crimes contre la Pologne » formulées à l'encontre des élites. Dans une lettre ouverte adressée au procureur général, Wrzodak écrit à propos du ministre de l'économie, le social-démocrate et très libéral Kolodko : « Le mépris manifeste de Grzegorz Kolodko face

aux travailleurs qui luttent pour leur survie et celle de leur familles, l'arrogance (11) seigneuriale digne d'un vagabond enrichi et d'un simple voyou porté au sommet du pouvoir, sa prétention d'"économiste" alors que ses décisions sont dignes d'un simple spéculateur (12) — tout cela doit être interprété comme une provocation perfide visant à produire une inévitable explosion sociale

échappant à tout contrôle et, à sa suite, une effusion de sang en Pologne.» (13)

Cette réapparition publique de ce qu'il y a de pire dans la tradition politique polonaise est un pur produit du désarroi des travailleurs qui ne comprennent pas comment ce qu'ils avaient vécu comme leur victoire leur a échappé. En quelques années toutes leurs habitudes, tout le savoir-faire nécessaire pour se mouvoir dans la vie quotidienne, beaucoup de leurs références et des valeurs qu'ils respectaient sont devenus obsolètes. Ce terrain est particulièrement fécond pour une interprétation policière de l'histoire et un renfermement sur les quelques « valeurs stables » : la foi, la famille, la patrie. Accueillant à « Ursus » Jan Olszewski, le candidat à la présidence dont le programme est à la fois traditionaliste catholique et en faveur d'une « décommunisation » radicale, ancien Premier ministre dont le gouvernement est tombé après avoir dénoncé comme agents communistes plusieurs responsables historiques de « Solidarité » dont Lech Walesa (14), Z. Wrzodak le présenta comme victime du « système des communistes et de leurs agents dirigé par monsieur Walesa » (15). « Solidarité » d'« Ursus » a en conséquence décidé d'apporter son soutien au candidat Olszewski. (16). Ce candidat a ainsi obtenu le plus de voix au sein du congrès de « Solidarité » de la région de

Varsovie (42,7%) (17), battant même Lech Walesa. La direction de « Solidarité » n'est pas aussi extrémiste. Elle a tenté d'obtenir une candidature d'unité de la droite traditionaliste (en réclamant pour cela la médiation de la hiérarchie catholique) avant de finalement opter pour le soutien à Lech Walesa dans la campagne présidentielle.

Elle a pris ses distances avec les manifestations les plus criantes d'antisémitisme et a tenté de construire une alternative programmatique. Elle a présenté ainsi un projet de Constitution centré autour de la « décommunisation », de la privatisation par distribution généralisée des titres de propriété et d'une structure étatique corporatiste (le budget devrait ainsi être adopté par une commission tripartite —

syndicats ouvriers, syndicats paysans et représentants des patrons). Un projet de loi sur la privatisation et la reprivatization (cette dernière devrait permettre de doter les propriétaires expropriés après 1945 et leurs descendants de 10 % des titres !) fut également élaboré. (Il vise à distribuer l'ensemble de la propriété à tous les Polonais adultes) ainsi qu'un autre visant à rendre le système des impôts « profamilial » et un projet de réforme des assurances sociales (gestion

tripartite : patrons, syndicats, représentants des usagers). L'ensemble de ces projets relève d'une vision corporatiste du capitalisme polonais et d'une conception de la société fondée sur le catholicisme le plus traditionnel et sur un nationalisme étriqué. D'ailleurs en août 1995, le président du syndicat Marian Krzaklewski n'a pas hésité à annoncer que « Solidarité » organiserait une marche sur Varsovie — à l'exemple d'une marche sur Rome — si la loi sur la commercialisation des entreprises qui venait d'être votée à la Diète était appliquée. Il lui reprochait en effet de mettre un frein à la « vraie privatisation » (18) Au VII<sup>e</sup> Congrès en juin 1995 il a été décidé que « Solidarité » doit être non seulement un syndicat mais aussi, en alliance avec les partis politiques de droite, un grand mouvement social anticommuniste dans le but d'écartier la gauche du pouvoir. En consé-



11) Le terme employé dans le texte original est un mot de l'argot polonais emprunté au yiddish (houtsparn)...

12) Le terme employé est un mot de l'argot emprunté au yiddish...

13) *Teraz Ursus* du 26 mai 1995, bulletin de « Solidarité » de l'entreprise.

14) Cf. Jan Malewski & Jaroslaw Wardega, *Guerre au sommet*, dans *Inprecor* n°357 du 17 juillet 1992

15) Cité par *Gazeta Wyborcza* du 28 août 1995.

16) Au premier tour de l'élection présidentielle Jan Olszewski a obtenu 6,87 % des suffrages exprimés, arrivant en quatrième position.

17) Selon *Gazeta Wyborcza* du 19 octobre 1995.

18) *Gazeta Wyborcza* du 9 août 1995.

quence Marian Krzaklewski, élu à la tête du syndicat pour la troisième fois, fit donc élire à la direction Zbigniew Wrzodak d'« Ursus » (19). Lech Walesa, qui après une brouille avec « Solidarité » avait renoué les liens avec sa direction, fut très applaudi quant il affirma : « *Notre révolution solidariste s'est arrêtée à mi-chemin. (...) Des rêves d'un État amical et juste, riche et stable, il ne reste pas grand chose. (...) Un groupe étroit de gens s'enrichit et tient dans ses mains la majorité des postes clés. Les autres — qui sont une écrasante majorité — s'appauvrissent et doivent se satisfaire des miettes tombées de la table des maîtres. Voilà ce qu'est le capitalisme lorsqu'il est construit par les mains des anciens communistes.* » Et il appela de ses vœux à « une coalition des forces capables de mener à bien les réformes » (20). En octobre, après un référendum interne, la direction de « Solidarité » décida d'engager le syndicat dans la campagne de Lech Walesa (21). Cet engagement semble aller au-delà de la campagne électorale.

À l'annonce de la victoire du candidat social-démocrate Aleksander Kwasniewski, le président de « Solidarité » Marian Krzaklewski a parlé d'un nouveau partage de la Pologne. Dans les jours qui ont suivi, le syndicat a organisé une campagne massive visant à annuler le scrutin, et rassemblant plus de 600 000 signatures. Marian Krzaklewski a déjà annoncé la mise en place d'un « mouvement social autour de l'axe "Solidarité" — Lech Walesa » dont le but serait de renverser le gouvernement social-démocrate avant les élections parlementaires, en prenant appui sur les référendums prévus l'an prochain — sur le projet de loi visant la privatisation généralisée de l'économie (conformément au projet élaboré par « Solidarité »), que Lech Walesa a fait adopter peu avant son départ de la présidence, et sur la nouvelle Constitution. Enfin — et ce n'est peut-être pas une référence anodine au vu des liens que Lech Walesa a su tisser avec la direction de l'armée — en commentant sa défaite Lech Walesa a cité le maréchal Jozef Pilsudski, artisan de l'indépendance de la Pologne en 1918 et fondateur d'un État fort en Pologne à la suite d'un coup d'État militaire soutenu par les syndicats en mai 1926 : « être vaincu et ne pas céder, c'est une victoire. Vaincre et se reposer sur les lauriers, c'est une défaite. » Puis il a laissé entendre qu'il pourrait encore se présenter dans une élection, « peut-être même avant terme ».

« Solidarité » tourne ainsi résolument le dos à toute mobilisation des travailleurs dans l'unité avec les autres syndicats pour se consacrer à un conflit fondamentalement idéologique. Il prend la responsabilité de diviser durablement la classe ouvrière polonaise alors que celle-ci est sur la défensive après les lourdes défaites subies depuis 1981. Si l'ancien régime polonais méritait le sobriquet de « pays du grand mensonge » (dont Anton Ciliga avait affublé l'URSS stalinienne), décidément le changement de régime n'a pas pour autant fait disparaître le mensonge.



19) Depuis la présence de Wrzodak à la tête du syndicat a été remise en cause sous influence de Lech Walesa, qui ne le trouve pas « présentable » (cf. *Gazeta Wyborcza* du 11 décembre 1995).

20). Cité d'après *Gazeta Wyborcza* du 9 juin 1995.

21) Walesa a obtenu 62 % des voix des délégués au Congrès contre 23 % à Olszewski et 10 % à la présidente de la banque nationale Hanna Gronkiewicz-Waltz, cf. *Gazeta Wyborcza* du 19 octobre 1995.

## France Phénomène inédit

Le Parti communiste français organise actuellement une série de forums « pour un nouvel avenir ». Phénomène inédit, il y convie des représentants de toutes les composantes de la gauche, y compris ceux de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, Section française de la Quatrième internationale). Ainsi, à Marseille, le 19 janvier, Robert Hue, secrétaire national du parti, Jean-Christophe Cambadélis, dirigeant du Parti socialiste, Catherine Lalumière, de Radical, Guy Hascoët, porte-parole des Verts et Christian Picquet, pour la direction de la LCR, ont-ils débattu durant quatre heures devant plus de trois mille personnes.

L'événement s'avère historique et, à ce titre, toute la presse en aura rendu compte. Incontestablement, il se passe quelque chose au PCF. Sans doute conscient de l'impossibilité de camper sur un *statu quo* de plus en plus intenable après un mouvement social qui vient de bouleverser la donne politique, inquiet des conséquences électorales possibles du déclin accéléré de la droite au pouvoir (le Parti socialiste voit remonter rapidement ses scores), il entend manifestement reprendre l'initiative. Sa nouvelle direction cherche donc à renouer les liens avec le PS, sans se retrouver prisonnière d'un tête-à-tête avec ce dernier et en conservant l'initiative. D'où l'ouverture faite à l'extrême gauche, aux secteurs critiques de la gauche et aux écologistes, dans le cadre de forums dont il conserve toutefois la totale maîtrise.

L'exercice est des plus périlleux, mais il ouvre un nouveau cycle de débat à gauche et avec le PCF. En y participant, la LCR entend bien y poser les deux débats brûlants du moment : quelle perspective construire pour les travailleurs et quelle méthode pour y parvenir ? Sur le premier point, le mouvement social de décembre 1995 a dessiné les contours d'une autre logique, anticapitaliste et antilibérale. C'est donc de ses exigences qu'il faut partir pour faire émerger un pôle porteur de radicalité. Et, à la veille de la conférence inter-gouvernementale, le combat contre le traité de Maastricht constitue une question de première importance. A un PS qui demeure dans le cadre de la logique libérale, quoiqu'en la matière de préoccupations sociales, le PCF répond par une proposition de pétition en faveur d'un référendum sur la monnaie unique, dont il a décidé seul du texte et du moment. Alors que s'imposerait, comme lors du référendum de 1992, une campagne commune de toutes les forces de gauche opposées à Maastricht et entendant travailler à une autre construction européenne.

Sur la méthode, la confrontation ne fait que débiter. A un PS qui évoque un « nouveau contrat » sur la base des propositions formulées par Lionel Jospin lors de la dernière campagne présidentielle, le PCF répond par l'offre d'une « nouvelle union » qui ne se résumerait pas à un accord d'état-major. A ces deux approches, et sans exclure la nécessité de partenariats de toute la gauche face à la droite, la LCR oppose le besoin d'un répondant politique aux luttes. Lequel répondant ne saurait être un seul parti, en l'occurrence le Parti communiste, dont il s'agirait seulement de faire remonter l'influence, comme sa nouvelle direction continue à en caresser l'illusion.

Cela conduit la LCR à proposer l'organisation d'états-généraux pour une autre politique, qui pourraient rassembler courants politiques, animateurs de la dernière grève et militants issus du monde syndical ou associatif, dans le cadre d'un processus co-organisé, de bas en haut. Sans anticiper, on pourrait imaginer qu'en émane une sorte d'« engagement pour changer vraiment à gauche », engagement que tous ses signataires pourraient défendre partout dans l'unité et relayer dans les luttes. ★

# Livres du mois

## **Les politiques des revenus en Europe, sous la direction de R. Boyer et R. Dore, La Découverte**

À l'heure où nos dirigeants parient gros sur la réalisation de la monnaie unique européenne, un spectre hante les esprits des eurocrates et des banquiers : la divergence des salaires. C'est que si les marchés des produits sont unifiés, ceux du travail restent fondamentalement nationaux : la lutte des classes, qui décide, en grande partie, de l'évolution de la productivité et des salaires, se déroule encore — et pour longtemps — dans l'enceinte nationale. Chaque pays a son système d'institutions et son mode de régulation des conflits, qui canalise de manière très spécifique la lutte des classes et fournit, par exemple, des combinaisons très diverses de taux d'inflation, gains de productivité, salaires réels, etc. Le mérite de l'ouvrage coordonné par Boyer et Dore est de fournir, pour 7 pays européens (Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne, Danemark, Autriche et Suède), une description précise de ces dispositifs dans les différents pays, par de bons spécialistes des systèmes de relations professionnelles.

Les dévaluations monétaires servaient traditionnellement à égaliser a posteriori les conditions de la concurrence entre les pays qui résolvent de manières très différentes leurs contradictions internes. Comment espérer, alors que rien n'indique une convergence de ces systèmes nationaux, que la stabilité de la monnaie unique tienne autrement que par le développement du chômage comme « modérateur » des salaires des pays moins « sages » ? L'ambition normative du recueil — nettement moins convainquante que son aspect descriptif, soyons franc — est de convaincre les acteurs patronaux et gouvernementaux du danger des solutions libérales, et de la nécessité d'une concertation sociale équilibrée — une politique des revenus —, qui fasse appel au sens de l'équité et de la solidarité des parties. Colin Crouch, dans ce qui est sans doute le plus subtil chapitre de l'ouvrage, présente une solide argumentation en faveur de l'efficacité des institutions sociales intermédiaires (syndicats, associations patronales, conférences bi- ou tri-partites, centres d'études et d'expertise légitimes, et même banques centrales indépendantes...) dans la production de la coordination économique, qui seule permettrait de maîtriser les tensions inflationnistes sans recourir trop au « remède » du chômage. Mais, malheureusement pour cette thèse intellectuellement séduisante, le chapitre sur la Suède montre de façon brillante comment une bourgeoisie - fractions libérale et social-démocrate main dans la main - a choisi consciemment, en 1991, de saborder un système de régulation économique et sociale basé sur la « politique salariale solidaire », la politique active de l'emploi et les dévaluations périodiques, qui avait permis de maintenir le chômage à un taux anormalement bas tout au long des années 80.

Dans un passage digne de la « novlangue » d'Orwell, mais qui reflète bien l'absurdité de l'argumentation libérale, Aberg explique que le choix de la stabilité monétaire par le gouvernement social-démocrate impliquait clairement une flambée sans précédent des taux d'intérêt (qui atteignirent 500 % lors de la crise monétaire de 1992) et du chômage, mais que « la lutte contre l'inflation s'assimilerait désormais à celle contre le chômage »... « Le mensonge c'est la vérité », disait-on dans « 1984 » ! Les limites de la compréhension académique de l'économie éclatent donc dans cet ouvrage : aucun des auteurs n'émet l'hypothèse que les politiques libérales de stabilité monétaire et lutte à outrance contre l'inflation au prix consciemment assumé d'un chômage de masse, expriment non les lois générales de l'économie mondiale, mais les inté-

rêts de classe d'une fraction fort réduite de la population, la bourgeoisie financière. Le sabotage suédois n'est pourtant que l'expression, caricaturale par sa soudaineté, des effets dissolvants de l'hégémonie financière sur les arrangements de type social-démocrate.

Michel Dupont ★

## **Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité*, 1995. Editions du Boréal (Canada), La Découverte (France), Labor (Belgique).**

Ce livre, rédigé par un groupe d'experts critiques réuni autour de Ricardo Petrella, est paru en français voici un an. Son intérêt reste évidemment actuel, puisqu'il traite de la concurrence mondialisée. Dans une conjoncture historique où la compétitivité semble représenter l'horizon indépassable de l'humanité, une telle réflexion est particulièrement utile. La première partie du livre propose un panorama détaillé du processus de mondialisation, qui insiste notamment sur le rôle-clé des entreprises transnationales et établit clairement le lien entre la mondialisation et la régression sociale. Ce tableau conduit à se demander si la compétitivité peut gouverner la planète. La réponse est clairement négative : la compétitivité ne peut gouverner la planète parce qu'elle est « fondamentalement incapable de concilier la justice sociale, l'efficacité économique, la durabilité environnementale, la démocratie politique et la diversité culturelle ».

Il faut donc trouver « une autre solution ». Mais c'est là que l'ouvrage atteint en quelque sorte ses propres limites (qui sont aussi en grande partie les nôtres). Il propose en effet la recherche d'un nouveau contrat mondial qui devrait relever ce double défi « que représente le passage vers une gouvernance mondiale efficace, soit la mise en place d'un système mondial dans lequel les États-nations et le capitalisme n'occupent plus toute la place ». Cette dernière formule souligne l'ambiguïté de ces propositions : à quelles conditions, en effet, le capitalisme pourrait-il être contraint à ne plus « occuper toute la place » ? La référence à un « volontarisme humaniste et efficace » est parfaitement légitime mais ne dit rien sur les nécessaires ruptures à instaurer à l'égard de l'ordre mondial et de ses implacables mécanismes. Cet objectif est cependant précisé autour de quatre contrats mondiaux visant respectivement à supprimer les inégalités (contrat des besoins de base), à instaurer le dialogue entre les cultures (contrat culturel) à mettre en œuvre un développement durable (contrat de la terre), et enfin à aller vers un système de gouvernance mondiale (contrat de la démocratie). Cette présentation fournit une aide précieuse à la réflexion sur un programme alternatif, mais laisse ouvertes de nombreuses questions, notamment sur l'articulation de ces différents objectifs et leur rythme respectif. Faut-il, par exemple, soumettre la lutte pour la satisfaction des besoins fondamentaux à une avancée parallèle vers le système de gouvernance mondiale ? Rien n'est moins sûr et on peut penser, au contraire, que celui ne pourra prendre forme que sous la poussée des mouvements sociaux et qu'il est donc subordonné à leur développement de masse. Quoi qu'il en soit la lecture de cet ouvrage est un excellent outil pour organiser ce type de réflexion et mieux comprendre comment s'organisent nos adversaires.

Maxime Durand ★

# Un forum contre le chômage

Le mouvement AC! (Agir ensemble contre le chômage) vient d'organiser, les 20 et 21 janvier 1995 à Saint-Denis, un forum « 32 heures pour l'abolition du chômage ».

Par Michel Buisson

**CETTE INITIATIVE**, tenue dans le prolongement du mouvement gréviste de novembre-décembre (1) s'est explicitement réclamée de cette expérience. Le mouvement contre le plan Juppé ne s'est pas en effet cantonné à la défense légitime d'acquis sociaux et de statuts menacés : il a été constamment traversé par le problème central de l'emploi et a exprimé de très puissantes aspirations à une alternative aux nuisances néolibérales, au premier rang desquelles se trouve le chômage.

C'est donc tout naturellement qu'AC!, qui se définit comme un mouvement pour l'abolition du chômage - et pas seulement comme une organisation de chômeurs - s'est trouvé en prise avec les revendications des grévistes, a participé aux manifestations, et a dans bien des villes, tissé des relations étroites avec les travailleurs en grève.

C'est pourquoi aussi l'intervention du tramnot racontant avec verve la grève des transports marseillais a déclenché l'enthousiasme, parce qu'elle représentait une mobilisation victorieuse, un point d'arrêt local, mais très net, contre la dégradation de la condition salariale. Les projets patronaux consistaient en effet à instaurer un statut dégradé pour les nouvelles embauches, de manière à réduire progressivement les acquis obtenus par les luttes de la précédente génération. Cette lutte contre la précarité est le point de rencontre naturel entre le mouvement syndical — largement représenté au Forum dans ses composantes les plus dynamiques — et le mouvement anti-chômage. Parmi les formes d'organisation les plus intéressantes, on peut d'ailleurs noter l'apparition de comités de coordination des précaires et notamment des CES (contrats emploi solidarité) employés temporaires à mi-temps, et pour un demi-salaire mini-

mum par la fonction publique, qui devraient pouvoir se fédérer au niveau national.

La dimension féministe a constamment parcouru les débats d'une assemblée où la parité des participants était assurée et, là encore, on voit s'établir une jonction naturelle avec le mouvement des femmes qui réapparaît avec force depuis la belle manifestation du 25 novembre dernier pour les droits des femmes, autour de la lutte contre la montée du temps partiel imposé. AC! a ainsi démontré son dynamisme et sa voca-

plus dure - ont été affinés au cours des débats. L'enjeu est d'importance au moment où le gouvernement cherche à pervertir cette aspiration en faisant passer sous le vocable de réduction du temps de travail ses propres projets de flexibilisation et de démantèlement du droit du travail.

Enfin, AC! se définissant avant tout comme un mouvement pour l'action (Agir ensemble), un calendrier chargé a été établi autour de deux initiatives : d'une part une manifestation nationale programmée pour le 23 mars, contre les conditions actuelles d'indemnisation du chômage et pour l'attribution d'un revenu décent à toutes celles et ceux qui sont privés d'emploi ; d'autre part, le contre-sommet qui se tiendra à Lyon à la fin du mois de juin en même temps que la réunion du G7, et où viendront converger des caravanes régionales contre le chômage qui auront pris la route à l'occasion d'un 1er Mai placé lui aussi sous le signe de la lutte contre le chômage.

**LE CHOIX DE CE RENDEZ-VOUS**, comme celui de Lille les 30 et 31 mars prochains, à l'occasion de la réunion des ministres du travail du G7, marque une option internationaliste, symbolisée dans ce Forum par des représentants d'autres pays d'Europe, de l'Etat Espagnol (venu raconter la marche contre le chômage de décembre), d'Irlande, de Suisse, de Belgique et d'Italie. Contre le chômage maastrichtien, la mobilisation pour une réduction massive de la durée du travail à l'échelle européenne est désormais entamée, et un projet de marche européenne contre le chômage est en train de prendre corps pour 1997.



tion à jouer un rôle de catalyseur. L'un des moments sans doute le plus fort du Forum a été celui où il a tenu à vérifier qu'il ne parlait pas à la place des chômeurs, et a pu constater à main levée que l'assistance était composée pour moitié de chômeurs, et pour moitié de salariés.

**MAIS CE FORUM** n'était pas seulement un lieu de rencontre, c'était aussi un lieu de réflexion et de confrontation des propositions d'AC! articulées autour de l'idée d'une loi sur les 32 heures. Les modalités d'une réduction du temps de travail authentiquement créatrice d'emplois - et cela sans contrepartie de la part de salariés soumis à une exploitation de plus en



1) voir le dossier dans Inprecor n°398 de janvier.